



PLAN

---

D' ACTIONS

*Agissons ensemble  
pour notre  
environnement*



## NOTE DE LECTURE



Le présent document comporte dans l'onglet Tableau de suivi toutes les actions du plan d'actions du PCAET de GPSO qui correspondent aux 6 axes prioritaires suivants :

**AXE 1 : Contribuer localement à la diminution des Gaz à Effet de Serre (GES)**

**AXE 2 : Un territoire résilient qui veille à la qualité de son cadre de vie**

**AXE 3 : Améliorer la qualité de l'air**

**AXE 4 : Consommer mieux, jeter moins**

**AXE 5 : Mobiliser les habitants et les acteurs locaux autour d'une dynamique collective à "énergie positive"**

**AXE 6 : GPSO, une administration exemplaire**

Plusieurs actions ont une vocation transversale et pourront utilement permettre la bonne diffusion des informations liées à la mise en œuvre de d'autres actions ou apporter des solutions techniques, financières ou humaines supplémentaires pour leur réalisation. En particulier, les actions 1.1 et 1.2 ont vocation à améliorer la connaissance et à diffuser le plus largement l'ensemble des outils disponibles afin d'augmenter la production d'énergies renouvelables et d'en faciliter la valorisation locale d'une part, et de limiter les consommations énergétiques et les émissions de Gaz à Effet de Serre d'autre part.

Les actions 5.4 portant sur l'engagement des acteurs du territoire, et 6.3 portant sur l'engagement des agents de la collectivité répondent également à cet objectif de transversalité et d'animation globale de la démarche d'animation du PCAET.

Par ailleurs, la mise en œuvre du PCAET s'inscrit dans un cadre réglementaire national, régional et local évolutif ; aussi, la mise en œuvre effective du PCAET pourra utilement s'appuyer sur de nouveaux outils à disposition afin de consolider ses effets ou d'en accélérer les résultats. Parmi les démarches en cours, peuvent notamment être citées la rédaction du SCOT métropolitain, la réalisation d'un Schéma Directeur de l'Energie métropolitain, le déploiement du dispositif « Métropole roule propre » ou encore le programme « France relance » mis en place à l'échelle nationale.

Sur chaque fiche action sont présentés les intitulés des éventuelles incidences environnementales liées à la mise en œuvre de l'action, appelant la réalisation de mesures d'évitement, de réduction et/ou de compensation. **Le détail de ces mesures sont listées dans l'EES (partie 7)**

Le tableau de suivi du plan d'actions comporte plusieurs colonnes :

- Axes : permet d'identifier les axes du plan d'actions de GPSO
- Actions : indique l'ensemble des actions du PCAET de GPSO
- Pilote : un pilote (à minima) est identifié pour chaque action
- Niveau 2012 en tCO<sub>2</sub>e : les émissions de gaz à effet de serre de 2012 constituent l'état initial du plan d'actions de GPSO
- Objectifs en 2025 : pour chaque action, un objectif d'évolution des émissions de gaz à effet de serre est identifié
- Etapes de réalisation : regroupe trois colonnes qui sont Planifier, Agir et Vérifier. Il s'agit du planning prévisionnel pour chaque action
- Suivi de l'action : permet de définir si l'action a débuté en 2022 et 2023, et d'apporter des observations sur l'état d'avancement de l'action
- Indicateurs : chaque action présente des indicateurs non chiffrés et des indicateurs chiffrés (pour les années 2021 à 2025), permettant d'identifier les objectifs chiffrés par année et par action. Les niveau d'émissions de gaz à effet de serre en 2025 et comparé à celui de l'état initial, pour obtenir le gain de GES (en pourcentage)
- Une colonne commentaires, pour chaque action permet d'apporter des compléments

Un onglet introductif de chaque axe est positionné sous la dénomination : Axe 1, Axe 2, Axe 3, Axe 4, Axe 5, Axe 6





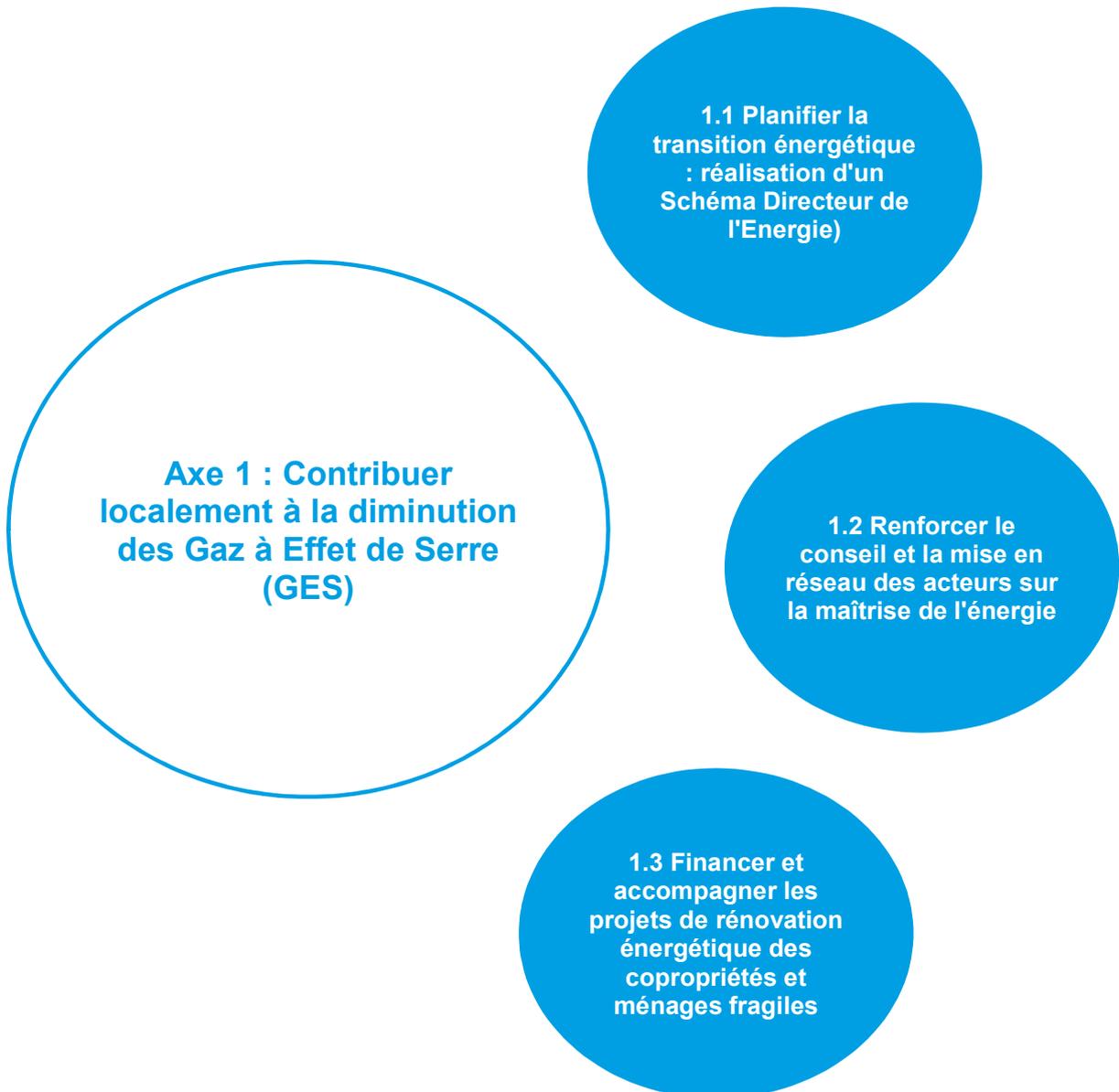
positive

|   |  |   |   |   |   |  |  |  |   |  |  |  |  |   |                           |  |                  |
|---|--|---|---|---|---|--|--|--|---|--|--|--|--|---|---------------------------|--|------------------|
| 5.3 Valoriser et soutenir les initiatives locales durables  | Service Développement Durable  | Non quantifiable  | 2021<br>* Création de la plateforme des initiatives locales durables<br>* Définition des modalités de l'AMI   | 2022<br>* Relais de communication des actions locales<br>* Lancement de l'AMI   | A partir de 2022<br>Suivi des indicateurs   |  |  |  | Nombre de visiteurs sur le site internet GPSO Environnement                   |  |  |  |  |   |                           |  | Non quantifiable |
| 5.4 Porter une "Charte d'engagement du Plan Climat" des acteurs socio-économiques du territoire               | Service Développement Durable  | Non quantifiable  | 2021<br>* Rédaction de la Charte et identification des premières entreprises à cibler pour signature<br>* Lancement à l'automne et premières signatures | 2022<br>Mobilisation des partenaires socio-économiques et animation du réseau des signataires   | À partir de 2022<br>* Partage des retours d'expérience au sein du réseau<br>* Poursuite de la mobilisation des signataires<br>* Progression du niveau d'engagement des signataires  |  |  |  | Nombre d'acteurs signataires par niveau d'engagement                          |  |  |  |  |   |                           |  | Non quantifiable |
| 6.1 Poursuivre et amplifier la démarche de marchés publics éco-responsables                                   | Direction de la Commande Publique  | 1 335<br><br>Emissions de GES liées aux achats de biens et de services en tteCO <sub>2</sub>  | Atteindre 2% de réduction des émissions<br><br>2020<br>Mise en place de critères environnementaux sur les marchés publics                               | 2021<br>* Formation des agents de la commande publique aux normes, labels et certifications existants<br>* Augmentation progressive du poids des critères environnementaux dans les critères d'attribution (objectif 30%) | 2022<br>* Engagement progressif sur des taux de marchés environnementaux plus importants<br>* Généralisation progressive de la démarche à l'ensemble des marchés (si cela est pertinent)<br>* Suivi des indicateurs                       |  |  |  | Part des marchés possédant un/des critères d'attribution environnementaux (%) |  |  |  |  | Emissions liées aux commandes publiques                     | Bilan Carbone P&S de GPSO |  | -100%            |
| 6.2 Renforcer la prise en compte des enjeux environnementaux dans la gestion du patrimoine de la collectivité | Direction des Moyens Généraux<br>Direction Générale des Service Techniques | 3 302<br><br>Emissions de GES liées à l'usage de l'énergie dans les bâtiments pour le chauffage et les autres usages en tteCO <sub>2</sub> (émissions indirectes liées à l'électricité, émissions liées à la biomasse et aux hydrocarbures) | Atteindre 5% réduction de la consommation énergétique du secteur bâti et souscrire à des fournisseurs verts   | 2020<br>* Préfiguration des outils de suivi des consommations par bâtiment  | 2021<br>* Expérimentation de systèmes peu énergivores sur des sites pilotes<br>* Mise en place des outils de suivi des consommations par bâtiment<br>* Réflexion sur le passage à un fournisseur d'énergie verte pour un bâtiment de GPSO |  |  |  | Part des marchés possédant une clause exécutoire environnementale (%)         |  |  |  |  | Emissions de GES liées au parc bâti de GPSO                 | Bilan Carbone P&S de GPSO |  | -100%            |
| 6.3 Impliquer l'ensemble des agents dans la démarche Plan Climat  | Direction des Ressources Humaines  | Non quantifiable  | Atteindre 3% de réduction des émissions de GES par le biais d'écogestes   | 2021<br>Réflexion sur l'intégration du développement durable dans le plan de formation  | 2021<br>* Intégration d'articles dans le journal interne<br>* Présentation en CHSCT<br>2022<br>* Inclusion dans les évènements RH internes  |  |  |  | Nombre d'agents formés aux enjeux de développement durable                    |  |  |  |  | Emissions liées aux activités des agents de la collectivité | Bilan Carbone P&S de GPSO |  | #VALEUR!         |
| 6.4 Observer et piloter financièrement le développement durable   | Service Développement Durable  | Non quantifiable  | 2021 : Consolidation des lignes budgétaires dédiées au PCAET  | 2021-2022<br>Evaluation IACE de l'impact du budget de GPSO sur le climat  | A partir de 2021<br>* Analyse et bilan des dépenses de 2020<br>* Ajustements pour la poursuite de la démarche des années suivantes  |  |  |  | Dépenses liées au développement durable                                       |  |  |  |  |   |                           |  | Non quantifiable |

AXE 6 : GPSO, une administration exemplaire

## AXE 1 : Contribuer localement à la diminution des Gaz à Effet de Serre (GES)

La transition énergétique du territoire est l'enjeu prioritaire du Plan Climat. L'objectif est de réduire les consommations d'énergies fossiles pour réduire les émissions de GES notamment dans les bâtiments du territoire qui représentent 43% des émissions (30% résidentiel, 13% tertiaire). En parallèle, il est nécessaire de substituer les énergies fossiles et fissiles par les énergies renouvelables et de récupération (EnR&R) produites sur le territoire.



|   |  |   |  |   |  |
|---|--|---|--|---|--|
|    |  | <b>AXE 1 : Contribuer localement à la diminution des Gaz à Effet de Serre (GES)</b>                                 |  |    |  |
| <b>1.1 Planifier la transition énergétique : réalisation d'un Schéma Directeur de l'Energie</b>   |  |   |  |   |  |
| <b>Pilote(s)</b>  |  | <b>Service Développement Durable</b>  |  | <b>Cible</b>  |  |
|   |  |   |  | <b>L'ensemble du territoire intercommunal</b>   |  |
| <b>Co-pilote(s)</b>   |  | <b>Agence Locale de l'Énergie et du Climat (ALEC)<br/>Direction de l'Habitat</b>                                    |  | <b>Partenaires</b>  |  |
| <b>Référence(s) PCAEM</b>   |  | <b>ENE2 : Réalisation du Schéma Directeur des réseaux de distribution d'énergie métropolitains</b>                  |  |   |  |
|   |  |   |  | <b>Villes</b><br><b>Métropole du Grand Paris</b><br><b>Région Ile-de-France</b><br><b>Sipperec</b><br><b>Sigeif</b><br><b>Energéticiens et gestionnaires de réseaux d'énergie</b><br><b>ADEME</b> |  |
| <b>Descriptif</b>   |  |   |  |   |  |
| <p>Le Schéma Directeur de l'Energie sera l'outil de planification de la transition énergétique du territoire de GPSO. A visée stratégique et opérationnelle, le Schéma Directeur de l'Energie visera à réduire la consommation énergétique et conduire au remplacement des énergies fossiles par des énergies renouvelables.</p> <p>Ce schéma précisera les enjeux et ambitions du territoire en matière de politique énergétique. Il proposera la mise en place de nouveaux outils et dispositifs ou la poursuite ou l'amélioration de ceux existants.</p> <p>Sur le thème de la rénovation énergétique des bâtiments des secteurs résidentiel et tertiaire, les principaux enjeux concernent :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- le financement des projets de rénovation ;</li> <li>- l'accompagnement des porteurs de projets ;</li> <li>- la mesure et l'apport de données quantitatives sur les projets en cours et réalisés.</li> </ul> <p>Les outils à mettre en place, poursuivre ou améliorer pourront être : dispositifs d'accompagnement et d'incitations financières (opération programmée d'amélioration de l'habitat, subventions...), observatoire de la rénovation énergétique.</p> <p>Sur le thème de la production énergétique des EnR&amp;R, les principaux enjeux concernent :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- l'identification et la localisation du potentiel de développement des EnR&amp;R (dont à minima : solaire PV et thermique, géothermie, chaleur fatale, bois-énergie, méthanisation, valorisation énergétique des eaux grises) et des réseaux de chaleur/froid ;</li> <li>- le conseil technique et méthodologique des porteurs de projets publics ou privés (notamment en matière de maintenance des installations) ;</li> <li>- l'accompagnement financier des projets du territoire.</li> </ul> <p>Les outils à mettre en place, poursuivre ou améliorer pourront être : cadastres solaires et géothermiques, fiches techniques et méthodologiques, subvention via appel à projet, réseau des acteurs, guide de maintenance des installations de production d'énergies renouvelables, etc.</p> <p>Les enjeux relatifs à la mobilité et aux déplacements seront également intégrés à cette étude car tous les secteurs et enjeux de la transition énergétique devront être envisagés.</p> |  |   |  |   |  |
| <b>Moyens</b>   |  |   |  |   |  |
| <b>Techniques :</b>   |  | Etudes pour la réalisation du Schéma Directeur (prestataire)  |  | <b>Financiers (internes) :</b>  |  |
|   |  |   |  | Réalisation de l'étude : 140k€<br>Développement de projets et subventions : enveloppe investissement à prévoir  |  |
| <b>Humains :</b>  |  | 1/2 ETP   |  | <b>Financiers (externes) :</b>  |  |
|   |  |   |  | Aide aux études de la Région (jusqu'à 50k€)   |  |
| <b>Estimation des impacts attendus en termes de consommation d'énergie et d'émissions de GES</b>  |  |   |  |   |  |
| <b>Année de référence</b>   |  | 2015  |  | <b>Situation initiale :</b>   |  |
|   |  |   |  | Production EnR&R 922 GWh/an (données Diagnostic)<br>Consommation énergétique du bâti : 3 810 GWh<br>Emissions GES (du parc bâti) : 641 266 t <sub>éq</sub> CO <sub>2</sub>                        |  |
| <b>Objectif en 2025</b>   |  | Consommation énergétique du bâti : 3 262 GWh<br>Emissions GES (parc bâti) : 514 255 t <sub>éq</sub> CO <sub>2</sub> |  |   |  |
| <b>Indicateurs de suivi</b>   |  |   |  |   |  |
| Consommation énergétique du bâti (résidentiel + tertiaire) (MWh)<br>Objectif : 3262 GWh en 2025   |  | Production d'EnR&R (MWh)  |  | Part des EnR&R dans le mix énergétique de GPSO (%)  |  |
| Emissions de GES liées au secteur du bâtiment (tCO <sub>2</sub> eq)   |  | Emissions de GES évitées (tCO <sub>2</sub> eq)  |  |   |  |
| <b>Mesures « ERC » (voir détail dans l'EES)</b>   |  |   |  |   |  |
| « Artificialisation d'espaces pour la réalisation d'installations d'EnR et/ou infrastructures »   |  | « Altération du patrimoine »  |  | « Nouvelles nuisances sonores et olfactives »   |  |
| <b>Etapas de réalisation</b>  |  |   |  |   |  |
| <b>PLANIFIER</b>  |  | <b>AGIR</b>   |  | <b>VERIFIER</b>   |  |
| 2021  |  | 2022  |  | 2023  |  |
| * Préfiguration du SDE<br>* Lancement de l'AMO<br>* Diagnostic territorial  |  | * Scénarisation<br>* Construction du plan d'actions   |  | Mise en œuvre des actions et suivi des indicateurs  |  |

|   |   |  |   |   |  |
|---|---|--|---|---|--|
|    |   | <b>AXE 1 : Contribuer localement à la diminution des Gaz à Effet de Serre (GES)</b>          |   |  |  |
| <b>1.2 Renforcer le conseil et la mise en réseau des acteurs sur la maîtrise de l'énergie</b>   |   |  |   |   |  |
| <b>Pilote(s)</b>  | <b>Agence Locale de l'Énergie et du Climat (ALEC)</b>   | <b>Cible</b>   | <b>Maîtres d'ouvrages publics et privés du territoire</b>   |   |  |
| <b>Co-pilote(s)</b>   | <b>Service Développement Durable</b>  | <b>Partenaires</b>   | <b>GPSO</b><br><b>Villes</b><br><b>Métropole du Grand Paris</b><br><b>ADEME</b><br><b>Région Ile-de-France</b><br><b>réseau des ALEC Métropolitaines</b>      |   |  |
| <b>Référence(s) PCAEM</b>   | <b>AT1 : Renforcer le réseau des Agences Locales de l'Énergie et du Climat</b>  |  |   |   |  |
| <b>Descriptif</b>   |   |  |   |   |  |
| <p>GPSO souhaite renforcer l'information des acteurs de son territoire sur la maîtrise de l'énergie (rénovation énergétique, installations d'EnR&amp;R, sobriété, verdissement du mix énergétique...) et leur mise en réseau (groupes d'échange, ateliers...). L'Agence Locale de l'Énergie et du Climat (ALEC) étant actuellement l'outil clé de GPSO sur ce sujet, la collectivité souhaite en renforcer les moyens pour en développer l'action.</p> <p>Le service de conseil aux particuliers pourra évoluer vers une PTRE (Plateforme Territoriale de la Rénovation Énergétique), via notamment :<br/> - l'amélioration de l'appui des maîtres d'ouvrage par l'ALEC tout au long de l'élaboration de leur projet pour aller vers un accompagnement de A à Z : conseils techniques, aide à la mobilisation de financements, orientation vers des professionnels qualifiés, diffusion de guides techniques et proposition de retours d'expérience... ;<br/> - la mobilisation et animation du réseau de professionnels de la rénovation énergétique de l'habitat, en lien avec le réseau métropolitain.</p> <p>Le conseil aux acteurs professionnels du territoire se poursuivra au travers des actions de l'ALEC :<br/> - accompagnement des politiques énergie-patrimoine des villes et de GPSO ;<br/> - animation du réseau d'acteurs.</p> <p>L'ALEC renforcera son action relative aux problématiques complémentaires du domaine de l'énergie :<br/> - facilitation et agrégation de projets citoyens d'EnR ;<br/> - accompagnement sur la qualité et la maintenance des installations de production d'énergie (notamment pour limiter le rejet de particules fines lié au recours au bois) ;<br/> - actions de prévention de la précarité énergétique.</p> <p>La visibilité de l'ALEC devra être renforcée afin de permettre une meilleure connaissance de celle-ci par les habitants, professionnels et usagers du territoire :<br/> - meilleur relais par GPSO et les villes des actions et services de l'ALEC via leurs canaux de communication ;<br/> - lancement de campagnes locales de communication sur l'ALEC et ses services ;<br/> - relais des campagnes métropolitaines.</p> <p>La somme des rénovations accompagnées (action 1.2 et 1.3) et "autogérées" (sans accompagnement de la collectivité) devra permettre d'atteindre, d'ici à l'échéance du PCAET, un rythme annuel élevé. Aussi, aucun outil ne permettant à ce jour de quantifier le nombre de logements rénovés par an, la montée en puissance de l'ingénierie de la rénovation, la mise en place d'un guichet unique pour conseiller techniquement et orienter les interlocuteurs vers les aides financières adaptées, ainsi que la communication seront des leviers essentiels dans la perspective de l'atteinte de l'objectif de "100% de logements rénovés" à horizon 2050 fixé par la stratégie du PCAET.</p> |   |  |   |   |  |
| <b>Moyens</b>   |   |  |   |   |  |
| <b>Techniques :</b>   | * Outils de communication<br>* Outils de suivi et d'accompagnement (Coach Copro et Pass Réno Habitat)<br>* Animation de réseau        | <b>Financiers (internes) :</b>   | Coûts de fonctionnement : 400k€ /an (dont 130k€ /an subvention GPSO)  |   |  |
| <b>Humains :</b>  | 7 ETP (via augmentation subvention)   | <b>Financiers (externes) :</b>   | MGP, ADEME, Région : 250k€ /an (dont 100k€ MGP à confirmer courant 2019/2020)   |   |  |
| <b>Estimation des impacts attendus en termes de consommation d'énergie et d'émissions de GES</b>  |   |  |   |   |  |
| <b>Année de référence</b>   | 2015  | <b>Situation initiale :</b>  | Production EnR&R 922 GWh/an (données Diagnostic)<br>Consommation énergétique du bâti : 3 810 GWh<br>Emissions GES (du parc bâti) : 641 266 tégCO <sub>2</sub> |   |  |
| <b>Objectif en 2025</b>   | 3 262 GWh (S. Résidentiel et Tertiaire)   |  |   |   |  |
| <b>Indicateurs de suivi</b>   |   |  |   |   |  |
| Nombre de contacts traités par an   | Nombre de projets accompagnés de A à Z via la PTRE par an   | Gain énergétique moyen des projets rénovés via la PTRE (objectif : supérieur à 30%)          | Subventions de GPSO à l'ALEC (€)  |   |  |
| Subventions Déclic effectivement utilisées (€)  |   |  |   |   |  |
| <b>Mesures « ERC »</b>  |   |  |   |   |  |
| « Artificialisation d'espaces pour la réalisation d'installations d'EnR et/ou infrastructures »   | « Altération du patrimoine »  | « Nouvelles nuisances sonores et olfactives »  |   |   |  |
| <b>Étapes de réalisation</b>  |   |  |   |   |  |
| <b>PLANIFIER</b><br>2019-2020<br>Travail sur le déploiement des dispositifs de PTRE (Pass Réno Habitat et Coach Copro) à l'échelle métropolitaine   | <b>AGIR</b><br>2021<br>* Renforcement RH de l'équipe de l'ALEC<br>* Refonte du dispositif Déclic<br>* Campagne de communication RECIF | <b>VERIFIER</b><br>2022<br>Suivi des indicateurs (observatoire de la rénovation énergétique) |   |   |  |

|  |   |   |   |
|--|---|---|---|
|   | <b>AXE 1 : Contribuer localement à la diminution des Gaz à Effet de Serre (GES)</b>   |    |   |
| <b>1.3 Financer et accompagner les projets de rénovation énergétique des copropriétés et ménages fragiles</b>  |   |   |   |
| <b>Pilote(s)</b><br><br><b>Co-pilote(s)</b><br><br><b>Référence(s) PCAEM</b>   | <b>Direction de l'Habitat</b><br><br>-<br><br>-   | <b>Cible</b><br><br><b>Partenaires</b>  | <b>Propriétaires du territoire</b><br><br><b>Agence Nationale de l'Habitat</b><br><b>Villes</b><br><b>ARS</b><br><b>ADEME</b><br><b>CD92</b><br><b>ADIL</b> |
| <b>Descriptif</b>  |   |   |   |
| <p>Depuis 2010, Grand Paris Seine Ouest contribue à l'amélioration du parc de logements privés et à la rénovation de copropriétés dégradées via des opérations programmées en partenariat avec l'Agence nationale de l'habitat regroupées sous la dénomination d'Opération Habitat Qualité (OHQ). Ces opérations ciblées constituent un levier incitatif par la mobilisation d'aides publiques pendant une durée limitée et sous conditions. A partir de l'automne 2019, la deuxième génération de l'OHQ, tout en conservant ses cibles initiales, portera principalement sur la rénovation énergétique des copropriétés et la lutte contre la précarité énergétique. Sur ce volet, l'objectif de rénovation est de plus de 1 700 logements dont 83% avec un gain énergétique de plus de 25%.</p> <p>Les copropriétés retenues le seront par repérage préalable (copropriétés éligibles et fragiles) et par appel à projet. Une attention particulière sera portée à la typologie de la copropriété (répartition entre propriétaires occupants et bailleurs, présence de ménages modestes).</p> <p>Au travers d'un accompagnement et d'un financement renforcé des copropriétés dites « fragiles » et des ménages les plus modestes, l'OHQ a pour but de rendre la rénovation énergétique accessible et de lutter contre le phénomène de précarité énergétique.</p> <p>Parallèlement, Grand Paris Seine Ouest mettra en place un Programme opérationnel de prévention et d'accompagnement des copropriétés (POPAC). Les actions préventives en matière de dégradation et d'assainissement de la gestion des copropriétés menées dans le cadre du POPAC pourront favoriser à terme la conduite de programmes de rénovation énergétique en copropriété.</p> <p>Une vigilance particulière sera portée sur la possibilité de faire évoluer les sources d'approvisionnement énergétique des logements, avec des recommandations visant à limiter les impacts possibles de certaines énergies (rejets de particules fines en particulier).</p> <p>La somme des rénovations accompagnées (action 1.2 et 1.3) et "autogérées" (sans accompagnement de la collectivité) devra permettre d'atteindre, d'ici à l'échéance du PCAET, un rythme annuel élevé. Aussi, aucun outil ne permettant à ce jour de quantifier le nombre de logements rénovés par an, la montée en puissance de l'ingénierie de la rénovation, la mise en place d'un guichet unique pour conseiller techniquement et orienter les interlocuteurs vers les aides financières adaptées, ainsi que la communication seront des leviers essentiels dans la perspective de l'atteinte de l'objectif de "100% de logements rénovés" à horizon 2050 fixé par la stratégie du PCAET.</p> |   |   |   |
| <b>Moyens</b>  |   |   |   |
| <b>Techniques :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>* Accueil, information, sensibilisation et conseil du public</li> <li>* Assistance à maîtrise d'ouvrage des projets</li> <li>* Outils de communication</li> <li>* Outils d'observation, de repérage et de suivi</li> <li>* Instruction et versement des aides</li> </ul>  | <b>Financiers (internes) :</b> <p>8,4 M€ dont<br/>           2,4 M€ d'aides aux travaux (GPSO)<br/>           1,3 M€ d'ingénierie (GPSO)</p>                          |   |   |
| <b>Humains :</b> <p>Suivi global : 2 ETP<br/>           Prestataire externe pour la mise en œuvre de l'opération</p>   | <b>Financiers (externes) :</b> <p>Aides aux travaux : ANAH: 3,6 M€<br/>           Habiter Mieux : 1,1 M€</p>  |   |   |
| <b>Estimation des impacts attendus en termes de consommation d'énergie et d'émissions de GES</b>   |   |   |   |
| <b>Année de référence</b>  | <b>Situation initiale :</b> <p>2015<br/>           Consommation énergétique : 2 323 GWh (S. Résidentiel)<br/>           Emissions GES : 457 434 téqCO<sub>2</sub></p> |   |   |
| <b>Objectif en 2025</b>  | <p>1 936 GWh (S. Résidentiel)</p>   |   |   |
| <b>Indicateurs de suivi</b>  |   |   |   |
| <b>Nombre de logements ayant bénéficié du dispositif OHQ</b>   | <b>Gain énergétique moyen (objectif : supérieur à 30%)</b>  | <b>Montant des subventions versées</b>  |   |
| <b>Mesures « ERC »</b>   |   |   |   |
| <b>« Nouvelles nuisances sonores et olfactives »</b>   |   |   |   |
| <b>Etapes de réalisation</b>   |   |   |   |
| <b>PLANIFIER</b><br>2019<br>Planification du dispositif et rédaction du cahier des charges   | <b>AGIR</b><br>Fin 2019<br>Lancement du dispositif OHQ  | <b>VERIFIER</b><br>2020-2025<br>* Suivi-animation du dispositif par l'opérateur<br>* Pilotage du dispositif par l'Habitat de GPSO |   |

## AXE 2 : Un territoire résilient qui veille à la qualité de son cadre de vie

Réduire la vulnérabilité du territoire face aux effets du changement climatique et aux risques naturels (inondation, canicule/sécheresse, îlot de chaleur urbain, qualité de l'air, retrait/gonflement argiles) constitue un nouvel axe de travail. Cependant il fait écho à l'axe 2 de l'Agenda 21 qui avait pour objet la préservation de l'environnement et du cadre de vie (maintien et préservation de la biodiversité, gestion des parcs et du patrimoine arboré, préservation de la ressource en eau, limitation des risques et nuisances).

### AXE 2 : Un territoire résilient qui veille à la qualité de son cadre de vie

2.1 Intégrer les enjeux du changement climatique dans les projets de construction et d'aménagement

2.2 Valoriser la nature dans l'aménagement et la gestion des espaces publics

2.3 Réduire la vulnérabilité des acteurs du territoire au risque climatique

## 2.1 Intégrer les enjeux du changement climatique dans les projets de construction et d'aménagement

|  |   |  |  |
|--|---|--|--|
| <b>Pilote(s)</b>   | <b>Direction de l'Aménagement</b>   | <b>Cible</b>   | <b>Les aménageurs, promoteurs et constructeurs du territoire</b>   |
| <b>Co-pilote(s)</b>  | <b>Direction de l'Urbanisme<br/>Direction des Etudes et de l'Environnement<br/>Service Développement Durable</b>  | <b>Partenaires</b>   | <b>SPL Seine Ouest Aménagement<br/>SPL Val de Seine<br/>Agence Locale de l'Energie et du Climat<br/>Villes</b> |
| <b>Référence(s) PCAEM</b>  | <b>HAB5 : Mettre en place des prescriptions environnementales proactives dans le Plan Métropolitain de l'Habitat et de l'Hébergement et le SCOT</b>           |  |  |
| <b>Descriptif</b>  |   |  |  |
| <p>GPSO souhaite formaliser l'intégration des bonnes pratiques qui répondent aux enjeux de résilience face au changement climatique (ex : effet d'îlot de chaleur urbain, ressource en eau limitée...) dans l'aménagement et la construction sur son territoire. Ce référentiel devra reprendre à son compte les principes de "sobriété énergétique", en privilégiant des solutions limitant les besoins en énergie pour leur réalisation comme pour les usages qu'ils permettent.</p> <p>Un référentiel technique de l'aménagement durable sera donc créé, comprenant un volet espace public à destination des aménageurs et gestionnaires d'espaces (cf. 2.2) et un volet espace privé (à destination des promoteurs et constructeurs). Il pourra notamment s'appuyer sur la "Stratégie Biodiversité" élaborée par la Maison de la Nature et de l'Arbre.</p> <p>Ce référentiel listera des prescriptions et formulera des recommandations supplémentaires concernant notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la désimperméabilisation des sols, la végétalisation urbaine et les îlots de chaleur / îlots de fraîcheur ;</li> <li>- la gestion de l'eau (usages et ressources) sous ses différentes formes (eau potable, eau de pluie, eaux grises) ;</li> <li>- l'accueil et la gestion de la biodiversité (tailles, périodes de nidification, etc.) ;</li> <li>- la rénovation exemplaire et l'éco-construction ;</li> <li>- les pratiques d'économie circulaire dans les chantiers (gestion des déchets, utilisation de matériaux biosourcés, etc.) ;</li> <li>- la promotion des systèmes de production d'énergie renouvelable et des réseaux de chaleur ;</li> <li>- la gestion du bruit urbain ;</li> <li>- la gestion de la publicité (en lien avec le RLPi).</li> </ul> <p>Le référentiel sera décliné dans les documents réglementaires (ex. : PLU/PLUi) et contractuels (ex. : concessions d'aménagement) ainsi que dans tout document encadrant l'action de GPSO (ex. : charte de mobilier urbain) afin de lui assurer une traduction opérationnelle et donc opposable aux tiers. Il pourra être repris et adapté par les services des villes.</p> |   |  |  |
| <b>Moyens</b>  |   |  |  |
| <i>Techniques :</i>  | * Réalisation du référentiel<br>* Déclinaison dans les documents  | <i>Financiers (internes) :</i>   | Accompagnement technique pour la réalisation du référentiel : 100k€  |
| <i>Humains :</i>   | 1/2 ETP   | <i>Financiers (externes) :</i>   | Financements potentiels de la Région et de l'ADEME   |
| <b>Estimation des impacts attendus en termes de consommation d'énergie et d'émissions de GES</b>   |   |  |  |
| <i>Année de référence</i>  | 2015  | <i>Situation initiale :</i>  | Non quantifiable   |
| <i>Objectif en 2025</i>  | Non quantifiable  |  |  |
| <b>Indicateurs de suivi</b>  |   |  |  |
| Réalisation du référentiel (objectif : adopté avant 2025)  | Nombre de recommandations du référentiel prises en compte dans les PLU (objectif : mise en compatibilité des documents d'urbanisme d'au moins 1/3 des villes) |  |  |
|  |   |  |  |
| <b>Mesures « ERC »</b>   |   |  |  |
|  |   |  |  |
| <b>Etapes de réalisation</b>   |   |  |  |
| <b>PLANIFIER</b><br>2019-2021<br>Réflexion sur le contenu du référentiel   | <br><b>AGIR</b><br>2022-2025<br>Construction du référentiel avec les acteurs  | <br><b>VERIFIER</b><br>Suivi des indicateurs au fur et à mesure des modifications de PLU et des opérations d'aménagement |  |

|  |   |  |
|--|---|--|
|   | <b>AXE 2 : Un territoire résilient qui veille à la qualité de son cadre de vie</b>  |   |
| <b>2.2 Valoriser la nature dans l'aménagement et la gestion des espaces publics</b>  |   |  |
| <b>Pilote(s)</b>   | <b>Direction Générale des Services Techniques</b>   | <b>Cible</b><br><b>Les gestionnaires d'espaces publics du territoire</b>   |
| <b>Co-pilote(s)</b>  | <b>Service Développement Durable</b>  | <b>Partenaires</b><br><b>Villes</b><br><b>Agence Régionale de Biodiversité</b><br><b>association Espaces</b><br><b>Seine Ouest Assainissement</b><br><b>Conseil Départemental du 92</b>            |
| <b>Référence(s) PCAEM</b>  | -   |  |
| <b>Descriptif</b>  |   |  |
| <p>Dans le contexte actuel du changement climatique, la nature en ville est une composante essentielle que GPSO s'engage depuis plusieurs années à préserver.</p>  |   |  |
| <p>Ainsi, la gestion des espaces publics poursuivra sa mutation pour répondre mieux aux enjeux environnementaux et climatiques, via :</p>  |   |  |
| <ul style="list-style-type: none"> <li>- la création d'un référentiel de l'aménagement de l'espace public (cf. action 2.1) regroupant des prescriptions pour les maîtres d'oeuvre et gestionnaires, tendant vers : zéro rejet d'eaux pluviales dans les réseaux, désimperméabilisation des sols, végétalisation optimisée (essences locales et variées favorisant la biodiversité, entretien simple avec limitation des intrants, faible besoin en eau), revêtements à fort albédo, réintroduction de l'eau en surface, création de zones d'ombrage, diminution de la pollution lumineuse... ;</li> <li>- l'amélioration de la prise en compte des problématiques d'accueil et de gestion de la biodiversité (tailles des massifs, abris à faune, passages à faune, périodes de nidification, etc.) ;</li> <li>- la préservation du patrimoine arboré : contrôles hivernaux et estivaux, diagnostic phytosanitaire, renouvellement du patrimoine en fin de vie (effectif constant à l'échelle du territoire), élagages, arrosages des plants, fosses suffisantes au bon développement... ;</li> <li>- le développement de l'agriculture urbaine via l'identification d'espaces pour la création de jardins partagés (gestion par les villes), ainsi que pour l'éco-pâturage et la mise en place de ruches (aménagement en propre ou aide à la création) ;</li> <li>- la poursuite du dispositif "Jardiner ma Ville" en proposant une identification des espaces végétalisables (pieds d'arbres, jardinières existantes, délaissés de voirie, façades...) à disposition des habitants et associations du territoire ;</li> <li>- une meilleure gestion de la ressource en eau (pluviale, source, exhaure) en utilisant l'eau non-potable pour l'arrosage des espaces verts, le nettoyage de la voirie, l'alimentation des fontaines...</li> </ul> |   |  |
| <b>Moyens</b>  |   |  |
| <b>Techniques :</b>  | * Réalisation du référentiel<br>* Dispositif Jardiner ma Ville<br>* Contrôles et diagnostics phyto du patrimoine arboré   | <b>Financiers (internes) :</b><br>* Budget courant espaces publics + 100k€ projets jardins partagés + 30k€ (5k€/an) projets éco-pâturage<br>* Budget référentiel de l'aménagement (cf. action 2.1) |
| <b>Humains :</b>   | 6 ETP   | <b>Financiers (externes) :</b><br>MGP, Région, ADEME   |
| <b>Estimation des impacts attendus en termes de consommation d'énergie et d'émissions de GES</b>   |   |  |
| <b>Année de référence</b>  | 2015  | <b>Situation initiale :</b><br>Non quantifiable  |
| <b>Objectif en 2025</b>  | Non quantifiable  |  |
| <b>Indicateurs de suivi</b>  |   |  |
| Surface dédiée à l'agriculture urbaine (jardins partagés, végétalisation des talus, écopastoralisme...) (m²)   | Surface dédiée au dispositif Jardiner ma Ville (m²) + nombre de parcelles   | Renouvellement d'arbres  |
|  |   | Stock de CO2 associé   |
| <b>Mesures « ERC »</b>   |   |  |
| « Production de déchets supplémentaires »  | « Développement des risques d'allergie »  |  |
| <b>Etapas de réalisation</b>   |   |  |
| <b>PLANIFIER</b><br>2021<br>Planification du diagnostic phytosanitaire annuel  | <b>AGIR</b><br>Dès 2021<br>* Mise en œuvre des actions d'agriculture urbaine (Jardins Partagés, végétalisation des talus SNCF, écopastoralisme...)<br>* Poursuite du dispositif Jardiner ma Ville | <b>VERIFIER</b><br>A partir de 2021<br>Suivi des indicateurs   |



### AXE 3 : Améliorer la qualité de l'air

La mobilité et le secteur du transport, et plus particulièrement le recours à la voiture individuelle pour les déplacements, génère une forte part des émissions de polluants et représente 14% des émissions de GES.

### AXE 3 : Améliorer la qualité de l'air

3.1 Encourager les  
nouvelles mobilités

3.2 Développer les  
mobilités décarbonées

3.3 Adopter une  
stratégie pour  
améliorer la qualité de  
l'air



### 3.1 Encourager les nouvelles mobilités

|  |  |   |  |
|--|--|---|--|
| <b>Pilote(s)</b>   | <b>Direction de la Mobilité</b>  | <b>Cible</b>                            | <b>Tout acteur du territoire</b>   |
| <b>Co-pilote(s)</b>  | <b>Direction Générale des Services Techniques</b>  | <b>Partenaires</b>                      | <b>Syndicat Velib Metropole Ile de France Mobilités Région Ile-de-France</b><br><b>Métropole du Grand Paris</b><br><b>RATP</b><br><b>SNCF</b><br><b>Société du Grand Paris</b>   |
| <b>Référence(s) PCAEM</b>  | <b>AIR6 : Réaliser un Plan Métropolitain pour les « Mobilités Actives »</b>  |   |  |
| <b>Descriptif</b>  |  |   |  |
| <p>Au travers d'une politique globale de déplacements, la collectivité souhaite encourager les modes alternatifs à la voiture individuelle.</p> <p>Pour ce faire, GPSO :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- facilitera l'accès à l'information du public en relayant l'offre de mobilités et les moyens d'y accéder (applications, cartes des transports) ;</li> <li>- prévoiera les aménagements et la signalétique nécessaires pour apaiser les circulations (zones 20 et 30km/h), favoriser l'intermodalité (passage d'un mode à l'autre) et faciliter le partage de l'espace public entre les usagers ;</li> <li>- favorisera le développement des mobilités douces et des nouvelles mobilités : le vélo partagé Vélib verra son réseau de stations étendu, le développement des systèmes en free-floating (trotinettes, vélos, scooters) et plus généralement des engins de déplacement personnel sera encadré par les nouvelles dispositions législatives (cf. loi d'orientations des mobilités) et l'adaptation du code de la route, le stationnement des trotinettes personnelles sera facilité, l'autopartage en boucle ou en trace directe sera développé en réservant des places de stationnement et une tarification adaptée, et le covoiturage sera favorisé via la promotion auprès des entreprises (ex : covoiturage day de SoMobility) ;</li> <li>- développera sa politique cyclable par le biais d'un Plan Vélo qui proposera des itinéraires confortables et sécurisés ainsi que des services annexes (ateliers d'autoréparation, de remise en selle...) et par le maintien de la subvention pour l'achat d'un VAE. Dans ce cadre, une réflexion spéciale sur la pérennisation ou la modification des aménagements réalisés pour donner suite au premier déconfinement lié à l'épidémie de COVID-19 au printemps 2020.</li> </ul> |  |   |  |
| <b>Moyens</b>  |  |   |  |
| <b>Techniques :</b>  | <ul style="list-style-type: none"> <li>* Carte des transports</li> <li>* Plan Vélo</li> <li>* Equipements sur le domaine public</li> <li>* Instruction des demandes de subvention VAE</li> </ul> | <b>Financiers (internes) :</b>          | <ul style="list-style-type: none"> <li>* 10k€ /an par station Vélib existante</li> <li>* 10 à 20k€ par nouvelle station Vélib</li> <li>* Budget subventions VAE : 100k€ /an</li> <li>* Installations et aménagements sur l'espace public (Plan Vélo) : 1M€/an entre 2019 et 2021, en cours de définition pour les années suivantes.</li> </ul> |
| <b>Humains :</b>   | Assuré et coordonné par les services en place  | <b>Financiers (externes) :</b>          | MGP, Région, SGP   |
| <b>Estimation des impacts attendus en termes de consommation d'énergie et d'émissions de GES</b>   |  |   |  |
| <b>Année de référence</b>  | 2015   | <b>Situation initiale :</b>             | 213 683 teqCO2 émis par le secteur Transport de Personnes (Diagnostic)   |
| <b>Objectif en 2025</b>  | 185 516 teqCO <sub>2</sub> émis par le secteur Transport de Personnes  |   |  |
| <b>Indicateurs de suivi</b>  |  |   |  |
| Nombre de zones de circulation apaisée (objectif : au moins 1 zone par ville d'ici 2025)   | Linéaire cyclable aménagé et nombre de places de stationnement vélo  | Nombre de stations Vélib, fréquentation | Nombre de subventions VAE + montants (€)   |
| Utilisation des véhicules en free-floating   | Evolution de la fréquentation des principales pistes du réseau cyclable (%)  | Emissions de GES évitées (tCO2 eq)      |  |
| <b>Mesures « ERC »</b>   |  |   |  |
| « Artificialisation d'espaces pour la réalisation d'installations d'EnR et/ou infrastructures »  | « Altération du patrimoine »   |   |  |
| <b>Etapes de réalisation</b>   |  |   |  |
| <p style="text-align: center;"> <span style="color: red;">PLANIFIER</span>     <span style="color: green;">AGIR</span>     <span style="color: green;">VERIFIER</span> </p> <p style="text-align: center;"> <span style="color: red;">2019</span>     <span style="color: green;">2021</span>     <span style="color: green;">A partir de 2022</span> </p> <ul style="list-style-type: none"> <li>* Lancement de l'étude du Plan Vélo</li> <li>* Adoption du Plan Vélo</li> <li>* Mise en œuvre du Plan Vélo</li> <li>* Incitation à la pratique du vélo (création de nouveaux parcours et stationnements, amélioration de la signalisation existante...)</li> <li>* Densification du réseau Vélib Métropole</li> <li>* Suivi des indicateurs</li> </ul>   |  |   |  |



**3.2 Développer les mobilités décarbonées**

|  |   |  |  |
|--|---|--|--|
| <b>Pilote(s)</b>   | <b>Direction de la Mobilité</b>   | <b>Cible</b>   | <b>Tout acteur du territoire</b>   |
| <b>Co-pilote(s)</b>  | -   | <b>Partenaires</b>   | <b>SIGEIF<br/>ADEME</b>  |
| <b>Référence(s) PCAEM</b>  | <b>AIR7 : Poursuivre et développer le dispositif "Métropole Roule Propre"</b>         |  |  |
| <b>Descriptif</b>  |   |  |  |
| <p>Afin de limiter les émissions liées au trafic automobile carboné, la collectivité favorisera la recharge des véhicules propres (GNV, électrique, hydrogène...) via :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- le développement d'un réseau de bornes de recharge électriques en réutilisant et modernisant les anciennes stations Autolib, la compétence infrastructures de recharge pour véhicules électriques (IRVE) étant transférée au SIGEIF ;</li> <li>- l'identification du foncier pouvant accueillir des stations GNV et hydrogène.</li> </ul> <p>La collectivité sera force de proposition sur la localisation de ces aménagements, et pourra le cas échéant solliciter les citoyens en amont des projets, via la réalisation d'un "appel à manifestation d'intérêt" (voir à cet effet l'action 5.1).</p> |   |  |  |
| <b>Moyens</b>  |   |  |  |
| <i>Techniques :</i>  | Infrastructures de recharge   | <i>Financiers (internes) :</i>   | Investissement pour les IRVE (20% porté par GPSO)  |
| <i>Humains :</i>   | Compétence déléguée au SIGEIF   | <i>Financiers (externes) :</i>   | SIGEIF ; investissements GNV, Hydrogène, et IRVE (80%)<br>ADEME (subvention Advenir)               |
| <b>Estimation des impacts attendus en termes de consommation d'énergie et d'émissions de GES</b>   |   |  |  |
| <i>Année de référence</i>  | 2015  | <i>Situation initiale :</i>  | 274 791 teqCO <sub>2</sub> émis par le secteur Transport de Personnes et Marchandises (Diagnostic) |
| <i>Objectif en 2025</i>  | 240 613 teqCO <sub>2</sub> émis par le secteur Transport de Personnes et Marchandises |  |  |
| <b>Indicateurs de suivi</b>  |   |  |  |
| Nombre de bornes installées sur le territoire (objectif : au moins 50 bornes supplémentaires d'ici à 2025)   | Nombre d'utilisations des bornes  | Nombre de lignes de transports en commun locales type navettes (dont scolaire + coût GPSO + fréquentation)         |  |
|  | Emissions de GES évitées (tCO <sub>2</sub> eq)  |  |  |
| <b>Mesures « ERC »</b>   |   |  |  |
| « Artificialisation d'espaces pour la réalisation d'installations d'EnR et/ou infrastructures »  | « Altération du patrimoine »  | « Gestion des « nouveaux » déchets liés aux nouvelles motorisations »  |  |
| <b>Etapas de réalisation</b>   |   |  |  |
| <b>PLANIFIER</b>   | <b>AGIR</b>   | <b>VERIFIER</b>  |  |
| 2021<br>Implantation des premières bornes de recharges pour véhicules électriques  | 2021-2025<br>Réflexion sur l'intégration de bornes GNV et hydrogène                   | A partir de 2022<br>Retour d'expérience des premières installations et ajustement pour la poursuite du déploiement |  |



**3.3 Adopter une stratégie pour améliorer la qualité de l'air**

|  |  |   |   |
|--|--|---|---|
| <b>Pilote(s)</b>   | <b>Direction de la Mobilité<br/>Service Développement Durable</b>  | <b>Cible</b>  | <b>L'ensemble du territoire<br/>intercommunal</b>   |
| <b>Co-pilote(s)</b>  | <b>Direction Générale des Services<br/>Techniques</b>  | <b>Partenaires</b>  | <b>Villes<br/>Ile de France Mobilités<br/>Métropole du Grand Paris<br/>Airparif</b>   |
| <b>Référence(s) PCAEM</b>  | <b>AIR1 : Mobiliser et coordonner les<br/>acteurs de la qualité de l'air autour<br/>d'un plan d'actions ambitieux de lutte<br/>contre la pollution atmosphérique</b> |   |   |
| <b>Descriptif</b>  |  |   |   |
| <p>Dans l'optique de réduire les épisodes de pollutions et les émissions globales de polluants, la collectivité développera plusieurs solutions :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la mise en place d'une "Zone à Faibles Émissions" (ZFE) dans le périmètre de l'A86 en collaboration avec la Métropole du Grand Paris ;</li> <li>- la mise en place d'un Plan Local de Déplacement (PLD) qui intégrera toutes les composantes de la mobilité, dont : observatoire de la mobilité, réflexion sur la logistique urbaine, réflexion sur l'utilisation de la Seine (déplacements fluviaux), la politique de stationnement de la collectivité... ;</li> <li>- le relais des alertes pollutions à destination des acteurs du territoire (conducteurs, habitants, entreprises volontaires, services des villes) via réseaux sociaux, mails, sms, affichage sur panneaux lumineux d'information des villes.</li> </ul> |  |   |   |
| <b>Moyens</b>  |  |   |   |
| <b>Techniques :</b>  | * Réalisation du PLD<br>* Contrôle ZFE<br>* Elaboration d'une procédure concernant les alertes   | <b>Financiers (internes) :</b>  | * Coût de l'étude pour le PLD : 150k€<br>* Signalisation ZFE : coût investissement à prévoir  |
| <b>Humains :</b>   | Assuré et coordonné par les services en place  | <b>Financiers (externes) :</b>  | * Ile de France Mobilités<br>* Etat (AAP Ville Respirable en 5 ans)   |
| <b>Estimation des impacts attendus en termes de consommation d'énergie et d'émissions de GES</b>   |  |   |   |
| <b>Année de référence</b>  | 2015   | <b>Situation initiale :</b>   | 274 791 teqCO <sub>2</sub> émis par le secteur Transport de Personnes et Marchandises (Diagnostic)                                      |
| <b>Objectif en 2025</b>  | 240 613 teqCO <sub>2</sub> émis par le secteur Transport de Personnes et Marchandises  |   |   |
| <b>Indicateurs de suivi</b>  |  |   |   |
| Emissions globales de polluants du secteur des transports (tonnes)   | Nombre de jours dépassant les valeurs limites de polluants (objectif : 0 à horizon 2030)   | Composition du parc de véhicules motorisés qui transitent par GPSO (vignettes Crit'air) | Evolution du trafic routier sur les principaux axes du territoire (%)   |
|  |  |   | Emissions de GES liées au transport (tCO <sub>2</sub> eq)<br>Objectif en 2025 : -10 et -12% (personnes/marchandises) par rapport à 2015 |
| <b>Mesures « ERC »</b>   |  |   |   |
| « Artificialisation d'espaces pour la réalisation d'installations d'EnR et/ou infrastructures »  |  |   |   |
| <b>Etapas de réalisation</b>   |  |   |   |
| <b>PLANIFIER</b>   | <b>AGIR</b>  | <b>VERIFIER</b>   |   |
| 2021   | A partir de 2019   | à partir de 2021  |   |
| * Révision des modes de communication sur la qualité de l'air / procédure pour le relai des alertes  | Mise en place progressive de la ZFE (2019 non classés et Crit'air 5 puis 2021 Crit'air 4, 2022 Crit'air 3, 2024 Crit'air 2)  | Contrôle de l'application des restrictions de la ZFE                                    |   |

#### AXE 4 : Consommer mieux, jeter moins

Les secteurs économiques de tous types (tertiaires, industriels, parapublics) sont fortement producteurs de déchets. Contrairement aux déchets des ménages, les déchets des activités n'enregistrent pas de baisses sur les années passées.

Réduire la production de déchets, mieux les valoriser, et consommer responsable notamment par le développement de l'économie circulaire sont les enjeux de cet axe 4. La consommation de biens et services représentent 30% des émissions de GES du territoire. Le traitement des déchets quant à lui représente 0,4% des émissions de GES et doit permettre de produire plus d'énergie renouvelable (méthanisation par exemple).

### AXE 4 : Consommer mieux, jeter moins

4.1 Réduire la production de déchets

4.2 Valoriser les déchets et en optimiser le traitement



AXE 4 : Consommer mieux, jeter moins



### 4.1 Réduire la production de déchets

|   |   |   |   |
|---|---|---|---|
| <b>Pilote(s)</b>  | <b>Direction Générale des Services Techniques<br/>Service Développement Durable</b>   | <b>Cible</b>  | <b>Tout acteur du territoire</b>  |
| <b>Co-pilote(s)</b>   | <b>Seine Ouest Entreprises et Emploi</b>  | <b>Partenaires</b>  | <b>Syctom<br/>Région Ile-de-France<br/>Métropole du Grand Paris<br/>Villes<br/>Associations de commerçants<br/>CCI<br/>CMA<br/>Les associations et structures locales existantes oeuvrant dans le réemploi, l'économie circulaire et les démarches "zéro déchets"</b> |
| <b>Référence(s) PCAEM</b>   | -   |   |   |
| <b>Descriptif</b>   |   |   |   |
| <p>La collectivité souhaite développer plusieurs solutions complémentaires afin de limiter la production de déchets sur son territoire, dont la création d'un Programme Local de Prévention des Déchets (PLPD) pour la période 2020-2025.</p> <p>Cela passera par des actions à destination de différents acteurs :</p> <p>* Commerçants et entreprises :<br/> - accompagner les commerçants des villes pour développer des solutions dans le cadre du PLPD concernant la consigne, le vrac, le compostage ;<br/> - intégrer le critère déchets dans la "Charte d'engagement du Plan Climat" des acteurs (cf 5.3) qui valorisera les signataires mettant en oeuvre des bonnes pratiques (labellisation GPSO) ;<br/> - communiquer régulièrement aux entreprises sur la gestion des déchets (notamment concernant les filières de réemploi et les éco-organismes spécialisés) via les supports de communication de Seine Ouest Entreprises et Emploi.</p> <p>* Habitants :<br/> - accompagner les habitants pour mettre en place des actions de réduction de leur production de déchets dans le cadre du PLPD (cf 5.1) ;<br/> - poursuivre le développement du compostage en renforçant les moyens dédiés et la communication ;<br/> - promouvoir les structures de réemploi : facilitation à l'installation (lien avec les villes, notamment sur la recherche de locaux), communication sur le projet et la structure (via guides de collecte, site internet de GPSO, réseaux sociaux, articles dans les journaux municipaux) ;<br/> - Produire un volet déchet dans le "guide de l'éco-citoyen.ne" (cf 5.1).</p> |   |   |   |
| <b>Moyens</b>   |   |   |   |
| <b>Techniques :</b>   | * Réalisation du PLPD<br>* Outils de communication<br>* Matériel pour le compostage   | <b>Financiers (internes) :</b>  | * PLPD : 600k€<br>* Compostage : 740k€<br>* Economies estimées sur le coût de traitement : 1 100k€  |
| <b>Humains :</b>  | * Mise en œuvre du PLPD : 1 ETP<br>* Suivi du compostage : 0,5 ETP  | <b>Financiers (externes) :</b>  | ADEME, Région, Syctom, MGP  |
| <b>Estimation des impacts attendus en termes de consommation d'énergie et d'émissions de GES</b>  |   |   |   |
| <b>Année de référence</b>   | 2015  | <b>Situation initiale :</b>   | 125 000 Tonnes de déchets<br>80 825 tonnes valorisées énergétiquement (déchets ménagers des habitants de GPSO)  |
| <b>Objectif en 2025</b>   | 121 800 Tonnes de déchets   |   |   |
| <b>Indicateurs de suivi</b>   |   |   |   |
| Nombre de composteurs distribués par GPSO (objectif : au moins 50 par an)   | Nombre d'actions de communication à destination des entreprises sur la prévention des déchets   | Taux de tri sur le territoire + répartition et tonnage des déchets collectés (tonnes) | Budget dédié à la collecte des déchets (€)  |
|   |   | Emissions de GES liées aux déchets  |   |
| <b>Mesures « ERC »</b>  |   |   |   |
| « Artificialisation d'espaces pour la réalisation d'installations d'EnR et/ou infrastructures »   | « Altération du patrimoine »  |   |   |
| <b>Etapas de réalisation</b>  |   |   |   |
| <b>PLANIFIER</b><br>2021<br>Elaboration du PLPDMA   | <b>AGIR</b><br>dès 2019<br>* Promotion des structures du réemploi<br>* Poursuite du développement du compostage<br>* Communication à destination des entreprises<br>2022<br>Mise en œuvre du PLPDMA | <b>VERIFIER</b><br>A partir de 2022<br>Suivi des indicateurs                          |   |

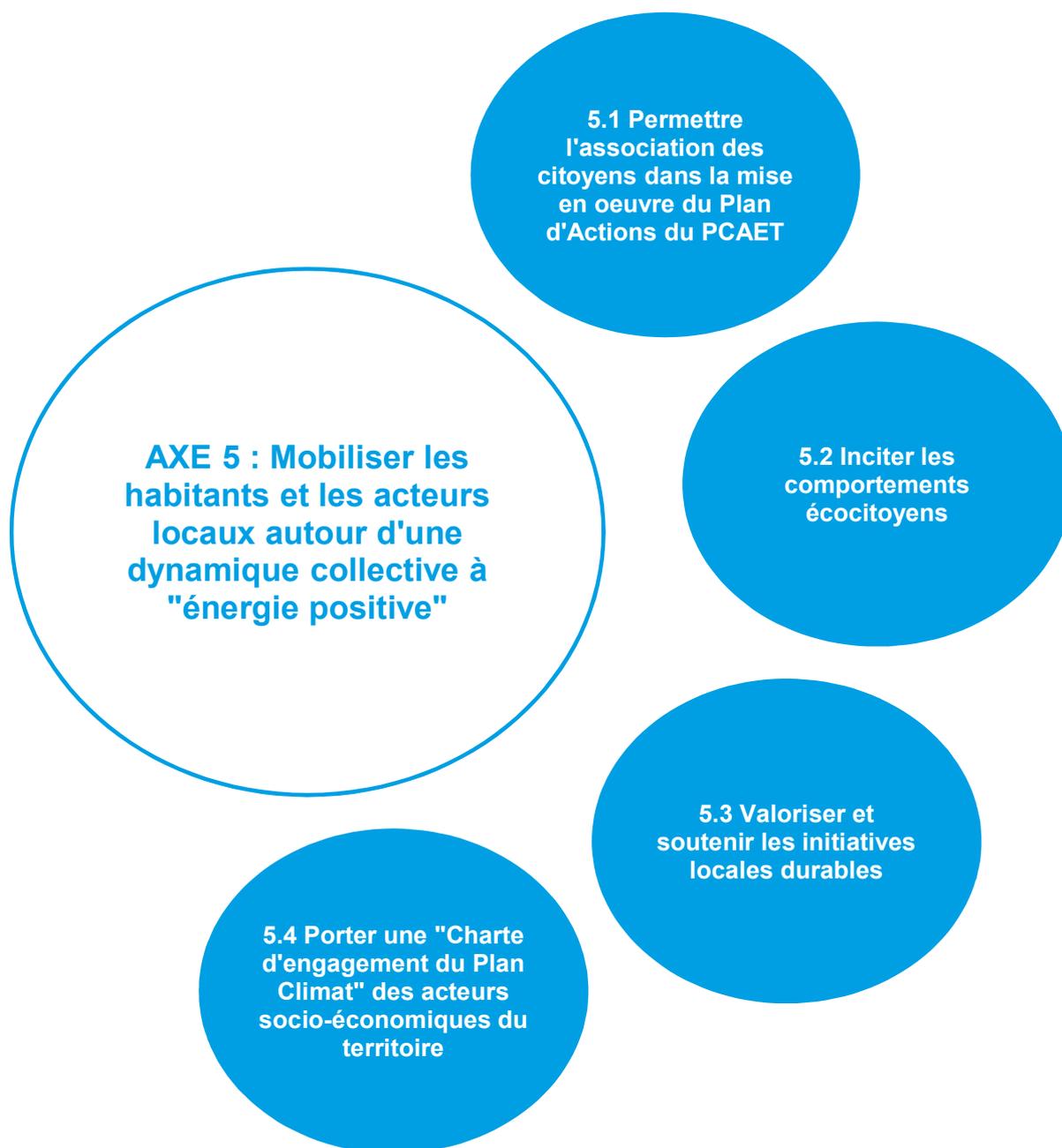


## 4.2 Valoriser les déchets et en optimiser le traitement

|  |  |  |  |
|--|--|--|--|
| <b>Pilote(s)</b>   | <b>Direction Générale des Services Techniques</b>  | <b>Cible</b>   | <b>Tout acteur du territoire</b>   |
| <b>Co-pilote(s)</b>  | <b>Service Communication</b>   | <b>Partenaires</b>   | <b>Syctom<br/>Région Ile-de-France<br/>ADEME</b>   |
| <b>Référence(s) PCAEM</b>  | <b>CAD2 : Accompagner les collectivités dans la collecte et la valorisation des bio-déchets</b>  |  |  |
| <b>Descriptif</b>  |  |  |  |
| <p>En plus de réduire la production de déchets (cf. action 4.1), la collectivité veut mettre en place des actions afin de valoriser ceux qui auront malgré cela été produits.</p> <p>GPSO recherchera à cet égard une meilleure gestion de la collecte et des traitements des déchets, au travers de tous les outils dont elle peut disposer (communication, incitation, extension des consignes de tri...).</p> <p>Ainsi GPSO prévoit de :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- réaliser une nouvelle campagne sur le tri en mettant en lumière la manière dont les déchets sont traités et valorisés (focus sur la valorisation des déchets) dans le cadre de l'extension des consignes de tri ;</li> <li>- permettre le tri à la source des biodéchets (collecte et/ou compostage) pour l'ensemble des habitants du territoire ;</li> <li>- étudier des projets locaux de valorisation innovante des déchets (méthanisation, recyclage...), et notamment pour les déchets de "fin de marché forain alimentaire" ;</li> <li>- réviser les fréquences de collecte par type de déchets ;</li> <li>- insérer une part de produits issus du réemploi dans ses marchés publics et la gestion de son patrimoine (cf. 6.1 et 6.2).</li> </ul> |  |  |  |
| <b>Moyens</b>  |  |  |  |
| <b>Techniques :</b>  | * Outils de communication (campagne sur le tri)<br>* Analyse des résultats des expérimentations  | <b>Financiers (internes) :</b>                                 | * Extension des consignes de tri : 165k€<br>* Généralisation collecte déchets alimentaires : 5,7M€<br>* Innovations valorisation des déchets : 730k€<br>* Economies estimées sur le coût de traitement : 365k€ |
| <b>Humains :</b>   | 1,5 ETP  | <b>Financiers (externes) :</b>                                 | Syctom, Région, CITEO, ADEME   |
| <b>Estimation des impacts attendus en termes de consommation d'énergie et d'émissions de GES</b>   |  |  |  |
| <b>Année de référence</b>  | 2015   | <b>Situation initiale :</b>                                    | 125 000 Tonnes de déchets<br>80 825 tonnes valorisées énergétiquement (déchets ménagers des habitants de GPSO)   |
| <b>Objectif en 2025</b>  | 121 800 Tonnes de déchets<br>78 950 tonnes valorisées énergétiquement (déchets ménagers)   |  |  |
| <b>Indicateurs de suivi</b>  |  |  |  |
| Volume de sapins de Noël recyclés (t)  | Part des déchets collectés valorisés (filières du recyclage, méthanisation et compostage) (objectif : 100% de valorisation d'ici 2030) | Production énergétique issue de la valorisation des biodéchets | Extension des consignes de tri (objectif : 100% du territoire couvert par la collecte de biodéchets d'ici 2030)  |
| Emissions de GES évitées par rapport à une solution de référence comme l'incinération (tCO2 eq)  | Emissions évitées grâce aux différentes filières de valorisation (tCO2 eq)   | Emissions de GES évitées (tCO2 eq)                             |  |
| <b>Mesures « ERC »</b>   |  |  |  |
| « Artificialisation d'espaces pour la réalisation d'installations d'EnR et/ou infrastructures »  | « Altération du patrimoine »   |  |  |
| <b>Etapes de réalisation</b>   |  |  |  |
| <p style="text-align: center;"><b>PLANIFIER</b> → <b>AGIR</b> → <b>VERIFIER</b></p> <p><b>Fin 2020</b><br/>* Préfiguration du nouveau marché de collecte (fréquences de collecte)<br/>* Extension des consignes de tri et campagne de communication</p> <p><b>2021</b><br/>Bilan de l'expérimentation de collecte biodéchets</p> <p><b>A partir de 2021</b><br/>SUIVI des Indicateurs</p> <p><b>2022</b><br/>* Mise en place du nouveau marché de collecte<br/>* Généralisation progressive d'une solution de collecte à la source des biodéchets</p>  |  |  |  |

## AXE 5 : Mobiliser les habitants et les acteurs locaux autour d'une dynamique collective à "énergie positive"

L'objectif de cet axe est de sensibiliser et accompagner les habitants et acteurs du territoire vers des comportements plus durables (sobriété énergétique, consommation responsable, écomobilité) et ainsi de les placer au cœur de la démarche Plan Climat.





AXE 5 : Mobiliser les habitants et les acteurs locaux autour d'une dynamique collective à "énergie positive"



## 5.1 Permettre l'association des citoyens dans la mise en œuvre du Plan d'Actions du PCAET

|  |  |                                |  |
|--|--|--------------------------------|--|
| <b>Pilote(s)</b>   | <b>Service Développement Durable</b>   | <b>Cible</b>                   | <b>L'ensemble des habitants du territoire</b>  |
| <b>Co-pilote(s)</b>  | <b>Ensemble des pilotes identifiés pour les autres actions du PCAET</b>                                  | <b>Partenaires</b>             | <b>Ensemble des partenaires identifiés pour les autres actions du PCAET</b>                              |
| <b>Référence(s) PCAEM</b>  | -  |                                |  |
| <b>Descriptif</b>  |  |                                |  |
| <p>Dans le cadre de la consultation du public, une attente forte a été exprimée pour pouvoir participer à la mise en œuvre ou au suivi des actions du PCAET. GPSO souhaitait permettre l'implication et l'appropriation par tous du PCAET, a souhaité en ce sens ajouter une fiche-action portant sur l'association des citoyens à la mise en œuvre de l'ensemble du PCAET.</p> <p>Il est ainsi proposé de réaliser, en amont de la mise en œuvre des actions, un "appel à manifestation d'intérêt", permettant selon les actions de :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- contribuer à la définition des projets : par exemple sur les choix de localisation etc.</li> <li>- assurer au côté de GPSO le suivi de la mise en œuvre de l'action</li> <li>- participer à l'animation de l'action</li> <li>- proposer des "suites" à l'action : renouvellement, actions liées, etc.</li> </ul> <p>Dans le cas de certaines actions, nécessitant par exemple des études techniques préalables, l'appel à manifestation d'intérêt pourra être parfois différé dans le temps, afin que la participation et le suivi puissent se faire à partir des données techniques les plus complètes.</p> |  |                                |  |
| <b>Moyens</b>  |  |                                |  |
| <b>Techniques :</b>  | <i>Inclus dans le cadre de chaque action concernée</i>   | <b>Financiers (internes) :</b> | <i>Inclus dans le cadre de chaque action concernée</i>   |
| <b>Humains :</b>   | <i>Inclus dans le cadre de chaque action concernée</i>   | <b>Financiers (externes) :</b> | <i>Inclus dans le cadre de chaque action concernée</i>   |
| <b>Estimation des impacts attendus en termes de consommation d'énergie et d'émissions de GES</b>   |  |                                |  |
| <b>Année de référence</b>  | <i>Pas d'incidences directes ; cette action accompagne la mise en œuvre des autres actions du PCAET.</i> | <b>Situation initiale :</b>    | <i>Pas d'incidences directes ; cette action accompagne la mise en œuvre des autres actions du PCAET.</i> |
| <b>Objectif en 2025</b>  | <i>Pas d'incidences directes ; cette action accompagne la mise en œuvre des autres actions du PCAET.</i> |                                |  |
| <b>Indicateurs de suivi</b>  |  |                                |  |
| Nombre d'actions concernées par le dispositif  | Nombre de citoyens ayant participé au dispositif   |                                |  |
|  |  |                                |  |
| <b>Mesures « ERC »</b>   |  |                                |  |
|  |  |                                |  |
| <b>Etapes de réalisation</b>   |  |                                |  |
| <p style="text-align: center;"> <span style="color: red;">PLANIFIER</span>    <span style="color: red;">➔</span>    <span style="color: orange;">AGIR</span>    <span style="color: green;">➔</span>    <span style="color: green;">VERIFIER</span> </p> <p> <span style="color: red;">2021</span><br/> <span style="color: red;">Réflexion sur l'outil de participation citoyenne et sur les actions pouvant faire l'action d'un AMI</span> </p> <p> <span style="color: orange;">2021-2022</span><br/> <span style="color: orange;">Mise en place d'AMI pour les actions identifiées pouvant impliquer le public dans leur mise en œuvre</span> </p> <p> <span style="color: green;">A partir de 2022</span><br/> <span style="color: green;">Suivi des indicateurs</span> </p>  |  |                                |  |

|  |   |   |   |  |
|--|---|---|---|--|
|   |   | <b>AXE 5 : Mobiliser les habitants et les acteurs locaux autour d'une dynamique collective à "énergie positive"</b> |    |  |
| <b>5.2 Inciter les comportements écocitoyens</b>   |   |   |   |  |
| <b>Pilote(s)</b>   | <b>Service Développement Durable</b>  | <b>Cible</b>  | <b>L'ensemble des habitants du territoire</b>   |  |
| <b>Co-pilote(s)</b>  | <b>Service Communication<br/>Agence Locale de l'Energie et du Climat (ALEC)<br/>Maison de la Nature et de l'Arbre</b>   | <b>Partenaires</b>  | <b>Villes<br/>Syndicats de gestion de l'eau, des déchets et de l'énergie</b>  |  |
| <b>Référence(s) PCAEM</b>  | <b>HAB4 : Sensibiliser aux éco-gestes et à la sobriété énergétique</b>  |   |   |  |
| <b>Descriptif</b>  |   |   |   |  |
| <p>Afin de sensibiliser un grand nombre d'habitants sur les thématiques du développement durable, GPSO souhaite :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- éditer un "guide de l'écocitoyen.ne" traitant des thématiques du développement durable. Il comprendra les bonnes pratiques de base du citoyen, les dispositifs de GPSO pour faciliter le passage à l'action (ex : mise à disposition de composteurs) et des repères chiffrés (ex : impact carbone). Il sera diffusé sur les réseaux sociaux, pourra être intégré à l'application SoNet et diffusé par les villes (publications municipales, réseaux sociaux, écoles...);</li> <li>- agrandir la palette de ses défis développement durable, en mettant en place à moyen terme un "défi zéro déchet" sur le principe du défi Familles à Energie Positive et par la suite un "défi mobilité" (le lancement de ces défis sera conditionné par des moyens humains et financiers adéquats);</li> <li>- renforcer la visibilité des actions pédagogiques de l'ALEC et de la Maison de la Nature et de l'Arbre (MDNA) à destination du grand public : Les thématiques ciblées par la MDNA à court terme sont le changement climatique, la gestion de l'eau, la consommation responsable (agriculture urbaine, jardinage) ; concernant l'ALEC, il s'agira de l'adaptation au changement climatique, de la rénovation énergétique de l'habitat, de la consommation responsable (impact carbone de la consommation), de la promotion des ENR (notamment projets citoyens). Un volet spécifique à destination du public "scolaire" sera également proposé (via le renouvellement du marché d'animation public géré par la Maison de la Nature et de l'Arbre, prévu en 2022) ;</li> <li>- poursuivre la publication d'articles de sensibilisation via les journaux municipaux, ainsi que via les réseaux sociaux (GPSO et villes) ;</li> <li>- organiser un événementiel annuel de sensibilisation grand public, en partenariat étroit avec les villes.</li> </ul> <p>L'ensemble de ces opérations sera également déclinée à destination des entreprises (et en particulier des commerçants).<br/>L'objectif, via cette action, est de toucher au moins 33% de la population par le biais d'au moins une des opérations menées d'ici à l'échéance du PCAET.</p> |   |   |   |  |
| <b>Moyens</b>  |   |   |   |  |
| <b>Techniques :</b>  | <ul style="list-style-type: none"> <li>* Création d'un guide de l'écocitoyen .ne</li> <li>* Outils de suivi et animations des défis</li> <li>* Outils de communication</li> </ul>   | <b>Financiers (internes) :</b>  | <ul style="list-style-type: none"> <li>* Activités Maison de la Nature : 850k€</li> <li>* Animation ALEC : via subvention (cf. action 1.2)</li> <li>* Création du guide écocitoyen : 20k€</li> <li>* Défis énergie/déchets/mobilité : 25k€ /an</li> <li>* Événementiel annuel : 80k€ /an</li> </ul> |  |
| <b>Humains :</b>   | <ul style="list-style-type: none"> <li>* Maison de la Nature : 3 ETP</li> <li>* Défis et événementiel : 1 ETP</li> <li>* Communication : 0.2 ETP</li> </ul>   | <b>Financiers (externes) :</b>  | ADEME, Sycotm, Région   |  |
| <b>Estimation des impacts attendus en termes de consommation d'énergie et d'émissions de GES</b>   |   |   |   |  |
| <b>Année de référence</b>  | 2015  | <b>Situation initiale :</b>   | Production EnR&R 922 GWh/an (données Diagnostic)<br>Consommation énergétique du bâti : 3 810 GWh<br>Emissions GES (du parc bâti) : 641 266 t <sub>eq</sub> CO <sub>2</sub>  |  |
| <b>Objectif en 2025</b>  | Une réduction de 3,4% des consommations énergétiques du parc bâti liées à la sobriété énergétique   |   |   |  |
| <b>Indicateurs de suivi</b>  |   |   |   |  |
| Création du guide de l'écocitoyen.ne (oui/non) (objectif : adopté avant 2025)  | Nombre de participants aux différents défis citoyens  | Fréquentation de la MDNA  | Ratio nombre d'articles publiés VS nombre d'habitants   |  |
|  |   |   |   |  |
| <b>Mesures « ERC »</b>   |   |   |   |  |
|  |   |   |   |  |
| <b>Etapes de réalisation</b>   |   |   |   |  |
| <b>PLANIFIER</b>   | <b>AGIR</b>   | <b>VERIFIER</b>   |   |  |
| 2021<br>* Conception du guide de l'écocitoyen.ne<br>* Etude de la mise en place du défi déchets et mobilité  | dès 2020<br>* Poursuite des animations MDNA et ALEC avec renforcement de certaines thématiques<br>* Poursuite des actions de communication<br><br>2022<br>* Diffusion du guide de l'écocitoyen.ne<br>* Lancement du défi déchet et mobilité | À partir de 2021<br>Suivi des indicateurs   |   |  |



AXE 5 : Mobiliser les habitants et les acteurs locaux autour d'une dynamique collective à "énergie positive"



### 5.3 Valoriser et soutenir les initiatives locales durables

|   |   |   |  |
|---|---|---|--|
| <b>Pilote(s)</b>  | <b>Service Développement Durable</b>  | <b>Cible</b>  | <b>L'ensemble des habitants, associations et collectifs citoyens du territoire</b>                             |
| <b>Co-pilote(s)</b>   | <b>Service Communication</b>  | <b>Partenaires</b>  | <b>Villes associations et collectifs locaux</b>  |
| <b>Référence(s) PCAEM</b>   | <b>ACT3 : Accompagner le développement l'économie circulaire et le réemploi</b>                                       |   |  |
| <b>Descriptif</b>   |   |   |  |
| <p>Pour permettre une meilleure compréhension des besoins des habitants et des usagers du territoire et valoriser les initiatives existantes, GPSO souhaite :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- développer la communication sur les actions locales et les valoriser (relais via site internet et réseaux sociaux, intégration à l'agenda Seine Ouest Environnement...);</li> <li>- maintenir les canaux d'échange du Plan Climat permettant aux habitants du territoire de faire part de leurs propositions relatives aux enjeux de développement durable ;</li> <li>- soutenir les initiatives de collectifs citoyens via un appel à manifestation d'intérêt (AMI) de projets d'initiative locale ;</li> <li>- créer une cartographie des initiatives locales (identification des commerçants éco-responsables, structures du réemploi, ateliers repai'café, ...) à partir de données existantes en opendata.</li> </ul> |   |   |  |
| <b>Moyens</b>   |   |   |  |
| <b>Techniques :</b>   | * Outils de communication<br>* Dispositif d'appel à manifestation d'intérêt<br>* Cartographie des initiatives locales | <b>Financiers (internes) :</b>                                      | * Budget courant communication<br>* Site internet GPSO Environnement : 7k€<br>* AMI projets citoyens : 10k€/an |
| <b>Humains :</b>  | Assuré et coordonné par les services en place   | <b>Financiers (externes) :</b>                                      | -  |
| <b>Estimation des impacts attendus en termes de consommation d'énergie et d'émissions de GES</b>  |   |   |  |
| <b>Année de référence</b>   | 2015  | <b>Situation initiale :</b>   | Non quantifiable   |
| <b>Objectif en 2025</b>   | Non quantifiable  |   |  |
| <b>Indicateurs de suivi</b>   |   |   |  |
| Nombre de visiteurs sur le site internet GPSO Environnement   | Nombre de vues des post "développement durable" des réseaux sociaux   | Nombre d'initiatives citoyennes locales soutenues (dont relais com) |  |
|   |   |   |  |
| <b>Mesures « ERC »</b>  |   |   |  |
|   |   |   |  |
| <b>Etapas de réalisation</b>  |   |   |  |
| <b>PLANIFIER</b>  | <b>AGIR</b>   | <b>VERIFIER</b>   |  |
| 2021<br>* Création de la plateforme des initiatives locales durables  | A partir de 2022<br>Relai de communication des actions locales<br><br>2022<br>Lancement de l'AMI                      | A partir de 2022<br>Suivi des indicateurs                           |  |

|   |  | <b>AXE 5 : Mobiliser les habitants et les acteurs locaux autour d'une dynamique collective à "énergie positive"</b>                               |   |   |  |
|--|--|---|---|--|--|
| <b>5.4 Porter une "Charte d'engagement du Plan Climat" des acteurs socio-économiques du territoire</b>   |  |   |   |  |  |
| <b>Pilote(s)</b>   | <b>Service Développement Durable</b>   | <b>Cible</b>  | <b>Acteurs socio-économiques du territoire</b>  |  |  |
| <b>Co-pilote(s)</b>  | <b>Seine Ouest Entreprise et Emploi (SOEE)</b><br><b>Agence Locale de l'Energie et du Climat (ALEC)</b><br><b>Direction Générale des Services Techniques</b>   | <b>Partenaires</b>  | <b>Villes</b><br><b>Fédérations professionnelles</b><br><b>Métropole du Grand Paris</b><br><b>Région Ile-de-France</b><br><b>Département</b>  |  |  |
| <b>Référence(s) PCAEM</b>  | -  |   |   |  |  |
| <b>Descriptif</b>  |  |   |   |  |  |
| <p>Pour que le Plan Climat soit mis en oeuvre dans tous les secteurs, la collectivité proposera une "Charte d'engagement du Plan Climat" que les acteurs socio-économiques du territoire pourront ratifier afin de s'engager à leur échelle.</p> <p>Les thèmes traités par cette charte pourront être :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la mobilité (équipements, covoiturage, PDE/PDIE...),</li> <li>- la gestion des ressources (fournisseurs, gestion des déchets des entreprises, relation avec les éco-organismes...),</li> <li>- la gestion des bâtiments (rénovation et fluides...) et leurs usages (éco-gestes, bonnes pratiques...),</li> <li>- la gestion des nuisances (dont le bruit),</li> <li>- l'adaptation au changement climatique (plan de prévention des risques naturels, végétalisation...).</li> </ul> <p>Cette charte s'adressera aux acteurs socio-économiques du territoire, tels que :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- grands comptes</li> <li>- promoteurs immobiliers</li> <li>- PME et TPE</li> <li>- commerçants</li> <li>- établissements publics (hôpitaux, enseignement supérieur, bailleurs sociaux...)</li> <li>- associations</li> <li>- restaurants inter-entreprises</li> </ul> <p>Les acteurs pourront par exemple s'engager :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- en tant qu'usager locataire de bâtiment ou propriétaire de locaux (occupant ou bailleur),</li> <li>- comme professionnels de la construction,</li> <li>- via leur activité industrielle ou de service,</li> <li>- en tant qu'employeur,</li> <li>- comme donneur d'ordre.</li> </ul> <p>La collectivité animera le réseau des signataires et proposera une cartographie publique des acteurs engagés.</p> |  |   |   |  |  |
| <b>Moyens</b>  |  |   |   |  |  |
| <b>Techniques :</b>  | <ul style="list-style-type: none"> <li>* Elaboration de la Charte</li> <li>* Mobilisation des acteurs (dont communication)</li> <li>* Animation du réseau des signataires</li> <li>* Evénementiels (soirée de lancement, valorisation des signataires...)</li> </ul> | <b>Financiers (internes) :</b>  | <ul style="list-style-type: none"> <li>* Frais de fonctionnement et d'animation : 10k€ /an</li> <li>* Mobilisation des acteurs via subvention SOEE : + 47k€ pour 0,5 ETP pendant 2 ans</li> <li>* Subvention ALEC (cf. action 1.2)</li> </ul> |  |  |
| <b>Humains :</b>   | <ul style="list-style-type: none"> <li>* Coordonné par les services en place</li> <li>* Assuré en partenariat avec l'ALEC et SOEE</li> </ul>   | <b>Financiers (externes) :</b>  | Région  |  |  |
| <b>Estimation des impacts attendus en termes de consommation d'énergie et d'émissions de GES</b>   |  |   |   |  |  |
| <b>Année de référence</b>  | 2015   | <b>Situation initiale :</b>   | Non quantifiable  |  |  |
| <b>Objectif en 2025</b>  | Non quantifiable   |   |   |  |  |
| <b>Indicateurs de suivi</b>  |  |   |   |  |  |
| Nombre d'acteurs signataires par niveau d'engagement   | Nombre d'employés concernés (cumul de la taille des structures signataires)  |   |   |  |  |
|  |  |   |   |  |  |
| <b>Mesures « ERC »</b>   |  |   |   |  |  |
|  |  |   |   |  |  |
| <b>Etapes de réalisation</b>   |  |   |   |  |  |
| <b>PLANIFIER</b>   | →  | <b>AGIR</b>   | →   | <b>VERIFIER</b>  |  |
| 2021   |  | 2022  |   | À partir de 2022   |  |
| <ul style="list-style-type: none"> <li>* Elaboration de la Charte</li> <li>* Identification des premiers acteurs socio-économiques à cibler</li> <li>* Lancement à l'automne et premières signatures</li> </ul>  |  | <ul style="list-style-type: none"> <li>* Mobilisation des partenaires socio-économiques</li> <li>* Animation du réseau des signataires</li> </ul> |   | <ul style="list-style-type: none"> <li>* Partage des retours d'expérience au sein du réseau</li> <li>Poursuite de la mobilisation des signataires</li> <li>* Progression du niveau d'engagement des signataires</li> </ul> |  |

## AXE 6 : GPSO, une administration exemplaire

Faire de GPSO une administration exemplaire pour assurer la diminution des consommations d'énergie et des émissions de GES du patrimoine de la collectivité, définir les besoins d'achats de matériaux et de services au plus juste, et, favoriser l'implication des agents dans la démarche Plan Climat ; voici l'objectif de ce dernier axe. Ces démarches doivent permettre de réaliser des économies sur les coûts de fonctionnement notamment.



## 6.1 Poursuivre et amplifier la démarche de marchés publics éco-responsables

|   |  |   |  |
|---|--|---|--|
| <b>Pilote(s)</b>  | <b>Direction de la Commande Publique</b>   | <b>Cible</b>  | <b>L'ensemble des marchés passés par la collectivité</b>   |
| <b>Co-pilote(s)</b>   | <b>Service Développement Durable Seine Ouest Entreprise et Emploi (SOEE)</b>   | <b>Partenaires</b>  | <b>Les services métiers ADEME<br/>Réseau des acheteurs du développement durable (Rapidd)<br/>Association ObsAR</b> |
| <b>Référence(s) PCAEM</b>   | <b>CAD1 : Renforcer les achats durables au sein des marchés publics métropolitains</b>   |   |  |
| <b>Descriptif</b>   |  |   |  |
| <p>Afin de diminuer l'empreinte écologique de ses achats de fournitures et de services, la collectivité souhaite renforcer les démarches engagées d'exemplarité au travers de la commande publique. Une attention particulière sera ainsi apportée aux offres des prestataires sur les volets de l'énergie, de la restauration collective, des déplacements ou encore de la gestion des ressources naturelles et des déchets.</p> <p>GPSO s'engagera pour répondre à terme aux objectifs du plan national d'action pour l'achat public durable dès la définition du besoin, donnés ci-dessous :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 100% des marchés publics feront l'objet d'une analyse afin d'intégrer des objectifs de « développement durable » ,</li> <li>- 30% des marchés passés au cours de l'année comprennent au moins une clause environnementales.</li> </ul> <p>Ainsi :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la possibilité d'intégrer un critère environnemental aux marchés sera systématiquement étudiée ;</li> <li>- un suivi sera réalisé afin de connaître le nombre de marchés possédant un tel critère ;</li> <li>- des expérimentations seront réalisées, comme par exemple dans le marché d'éclairage public ;</li> <li>- GPSO s'engagera sur une part de ses marchés possédant un critère environnemental, afin de répondre à terme à l'objectif de 30% ;</li> <li>- des réunions périodiques de suivi des prestataires seront réalisées afin de vérifier que l'exécution est conforme au cahier des charges et répond donc bien aux critères environnementaux annoncés lors de la réponse du prestataire.</li> </ul> <p>GPSO proposera aux villes un accompagnement afin de permettre l'intégration dans leurs marchés de clauses environnementales similaires ou complémentaires. GPSO proposera en particulier un accompagnement concernant les marchés de restauration collective scolaire.</p> |  |   |  |
| <b>Moyens</b>   |  |   |  |
| <b>Techniques :</b>   | * Formation des agents en charge de la commande publique aux normes environnementales et leviers du développement durable (cf. action 6.3)<br>* Veille fournisseurs active   | <b>Financiers (internes) :</b>  | -  |
| <b>Humains :</b>  | * Assuré et coordonné par les services en place<br>* Facilitation des clauses sociales : 3 ETP (via subvention GPSO)   | <b>Financiers (externes) :</b>  | -  |
| <b>Estimation des impacts attendus en termes de consommation d'énergie et d'émissions de GES</b>  |  |   |  |
| <b>Année de référence</b>   | 2015   | <b>Situation initiale :</b>   | 1 335 t <sub>eq</sub> CO <sub>2</sub> liées aux achats de biens et de services                                     |
| <b>Objectif en 2025</b>   | Atteindre 2% de réduction des émissions  |   |  |
| <b>Indicateurs de suivi</b>   |  |   |  |
| Part des marchés possédant un/des critères d'attribution environnementaux (%)   | Part des marchés possédant une clause exécutoire environnementale (%)  |   |  |
|   |  |   |  |
| <b>Mesures « ERC »</b>  |  |   |  |
|   |  |   |  |
| <b>Etapes de réalisation</b>  |  |   |  |
| <b>PLANIFIER</b><br>2020<br>Mise en place de critères environnementaux sur les marchés publics  | <b>AGIR</b><br>2021<br>* Formation des agents de la commande publique aux normes, labels, certifications existants<br>* Augmentation progressive du poids des critères environnementaux dans l'attribution des marchés | <b>VERIFIER</b><br>2022<br>Généralisation progressive de la démarche (si cela est pertinent), suivi des indicateurs |  |

|  |  |  |   |
|--|--|--|---|
|   | <p style="text-align: center;">AXE 6 : GPSO, une administration exemplaire</p>   |   |   |
| <b>6.2 Renforcer la prise en compte des enjeux environnementaux dans la gestion du patrimoine de la collectivité</b>   |  |  |   |
| <p style="text-align: center;">Pilote(s)</p>   | <p style="text-align: center;"><b>Direction des Moyens Généraux<br/>Direction Générale des Service Techniques</b></p>  | <p style="text-align: center;">Cible</p> <p style="text-align: right;"><b>Le patrimoine de la collectivité :<br/>bâtiments et éclairage public</b></p>   |   |
| <p style="text-align: center;">Co-pilote(s)</p>  | <p style="text-align: center;"><b>Agence Locale de l'Energie et du Climat (ALEC)<br/>Service Développement Durable</b></p>   | <p style="text-align: center;">Partenaires</p> <p style="text-align: right;"><b>Villes<br/>Sipperec<br/>Sigef</b></p>  |   |
| <p style="text-align: center;">Référence(s) PCAEM</p>  | <p style="text-align: center;"><b>ACT1 : Réalisation d'un plan de<br/>réhabilitation thermique des<br/>bâtiments publics anciens<br/>ACT2 : Instaurer la supervision<br/>énergétique des bâtiments publics</b></p>   |  |   |
| <p style="color: #92d050;">Descriptif</p>  |  |  |   |
| <p>Afin de réduire son impact direct sur l'environnement, GPSO souhaite diminuer les consommations énergétiques et l'impact environnemental de son patrimoine (bâtiments et éclairage public).</p> <p>Concernant les bâtiments, cela se traduit par :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la sensibilisation des usagers à l'utilisation de leur bâtiment (utilisation des thermostats, bonnes pratiques pour la circulation de l'air en été...);</li> <li>- le suivi des consommations de fluides par bâtiment, afin d'avoir un outil de pilotage permettant notamment de connaître l'impact des mesures d'économie d'énergie après prise en compte de la rigueur climatique;</li> <li>- la mise en place d'un plan pluriannuel de travaux, favorisant l'usage de matériaux biosourcés et/ou de méthodes de l'économie circulaire (gestion des déchets de chantier, etc.) pour les opérations de travaux, et comprenant la réalisation d'audits sur les bâtiments le nécessitant;</li> <li>- la réalisation d'une étude de faisabilité en interne afin d'identifier le surcoût potentiel, et les démarches nécessaires à l'intégration d'une part d'énergie verte responsable au mix énergétique de fourniture (en partenariat avec le SIPPAREC) avec pour objectif la souscription de contrats "verts" pour au moins un bâtiment au cours de la mise en œuvre du PCAET.</li> </ul> <p>D'un point de vue général, le service de gestion du parc bâti prendra en compte les critères environnementaux et de réduction des consommations dans les opérations courantes de maintenance et de faible investissement à court terme (remplacement des appareils de chauffage anciens par des équipements neufs plus économes, de l'éclairage existant par des LED moins énergivores, pose de variateurs d'éclairage...).</p> <p>Concernant l'éclairage public, GPSO met en œuvre sur son territoire un plan de rénovation d'envergure de son patrimoine d'éclairage public dans le but de :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- réduire et optimiser les coûts énergétiques;</li> <li>- réduire la production de dioxyde de carbone et de déchets;</li> <li>- réduire la pollution lumineuse;</li> <li>- réduire les coûts de fonctionnement et de maintenance;</li> <li>- mettre en place progressivement une télégestion pour limiter les déplacements des techniciens.</li> </ul> <p>Dans ce cadre, un suivi des consommations d'électricité sera réalisé, afin de connaître notamment l'impact des mesures d'économie d'énergie sur le parc d'éclairage public. L'objectif final de réduction de la consommation énergétique représente 30 à 35 % d'économie et de réduction des émissions de gaz à effet de serre.</p> <p>Des expérimentations de systèmes peu énergivores seront proposées en parallèle sur des sites pilotes (ex : capteurs de présence et variateurs sur l'éclairage public, pilotage fin des équipements de chauffage en fonction des saisons, récupération d'eau de pluie...)</p> |  |  |   |
| <p style="color: #92d050;">Moyens</p>  |  |  |   |
| <p style="color: #92d050;">Techniques :</p>  | <ul style="list-style-type: none"> <li>* Formation des agents du service bâtiment à la prise en compte des enjeux environnementaux dans la gestion du patrimoine</li> <li>* Outils de sensibilisation des usagers</li> <li>* Outils de suivi des consommations de fluides (bâti et éclairage)</li> <li>* Remplacement des équipements</li> </ul> | <p style="color: #92d050;">Financiers (internes) :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>* Fonctionnement courant : 800k€ / an</li> <li>* Investissements : 400k€ / an</li> </ul>   |   |
| <p style="color: #92d050;">Humains :</p>   | <ul style="list-style-type: none"> <li>* 0,5 ETP</li> <li>* Accompagnement de la démarche : ALEC via subvention GPSO (cf. 1.2)</li> </ul>  | <p style="color: #92d050;">Financiers (externes) :</p> <p style="text-align: center;">-</p>  |   |
| <p style="color: #92d050;">Estimation des impacts attendus en termes de consommation d'énergie et d'émissions de GES</p>   |  |  |   |
| <p style="color: #92d050;">Année de référence</p>  | <p style="text-align: center;">2015</p>  | <p style="color: #92d050;">Situation initiale :</p> <p>3 302 t<sub>eq</sub>CO<sub>2</sub>, dont 1 417 t<sub>eq</sub>CO<sub>2</sub> émissions indirectes liées à l'électricité, 246 t<sub>eq</sub>CO<sub>2</sub> liées à la biomasse, 1 077 t<sub>eq</sub>CO<sub>2</sub> liées aux hydrocarbures, et 562 t<sub>eq</sub>CO<sub>2</sub> liées aux chauffages et autres usages</p> |   |
| <p style="color: #92d050;">Objectif en 2025</p>  | <p style="text-align: center;">Atteindre 5% réduction de la consommation énergétique du secteur bâti et souscrire à des fournisseurs verts</p>   |  |   |
| <p style="color: #92d050;">Indicateurs de suivi</p>  |  |  |   |
| <p>Consommation énergétique des bâtiments de GPSO (propriétaire ou occupant)</p>   | <p>Consommation énergétique du parc d'éclairage public (objectif : -10% d'ici 2025 par rapport à 2015)</p>   | <p>Part d'électricité verte dans le mix énergétique de fourniture du parc bâti (%)</p>   | <p>Part d'électricité verte dans le mix énergétique de fourniture de l'éclairage public (%)</p> |
| <p>Emissions de GES associées (tCO<sub>2</sub> eq)</p>   | <p>Emissions de GES associées (tCO<sub>2</sub> eq)</p>   | <p>Emissions de GES évitées par rapport à une solution fossile (tCO<sub>2</sub> eq)</p>  | <p>Emissions de GES évitées par rapport à une solution fossile (tCO<sub>2</sub> eq)</p>         |
| <p style="color: #92d050;">Mesures « ERC »</p>   |  |  |   |
| <p style="color: #92d050;">Etapas de réalisation</p>   |  |  |   |
| <p style="text-align: center;"><b>PLANIFIER</b></p> <p style="text-align: center;">2020</p> <p style="color: #92d050;">Préfiguration des outils de suivi des consommations par bâtiment</p>  | <p style="text-align: center;"><b>AGIR</b></p> <p style="text-align: center;">2021</p> <p style="color: #92d050;">* Mise en place des outils de suivi des consommations par bâtiment<br/>* Réflexion sur le passage à un fournisseur d'énergie verte pour un bâtiment de GPSO</p>  | <p style="text-align: center;"><b>VERIFIER</b></p> <p style="text-align: center;">2022</p> <p style="color: #92d050;">* Suivi global des consommations de l'ensemble du patrimoine de GPSO et de ses évolutions<br/>* Passage à un fournisseur d'énergie verte sur un bâtiment de GPSO</p>   |   |
|  |  | <p style="text-align: center;">2023</p> <p style="color: #92d050;">Généralisation à l'ensemble des bâtiments si possible</p>   |   |

|   |  |  |  |   |  |
|---|--|--|--|---|--|
|    |  | <b>AXE 6 : GPSO, une administration exemplaire</b>   |  |  |  |
| <b>6.3 Impliquer l'ensemble des agents dans la démarche Plan Climat</b>   |  |  |  |   |  |
| <b>Pilote(s)</b>  | <b>Direction des Ressources Humaines</b>   | <b>Cible</b>   | <b>L'ensemble des agents de la collectivité</b>                      |   |  |
| <b>Co-pilote(s)</b>   | <b>Service Développement Durable</b>   | <b>Partenaires</b>   | <b>CNFPT<br/>CIG</b>   |   |  |
| <b>Référence(s) PCAEM</b>   | <b>AT3 : Constituer un réseau de « référents Climat-Air-Énergie »<br/>AT6 : Organiser les coopérations interterritoriales et internationales</b> |  |  |   |  |
| <b>Descriptif</b>   |  |  |  |   |  |
| <p>La collectivité souhaite assurer la bonne prise en compte par l'ensemble de ses agents des enjeux liés au développement durable afin que celui-ci fasse partie de la culture d'administration.</p> <p>À cette fin, GPSO souhaite :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- proposer des formations ou séminaires à ses agents afin d'assurer la bonne compréhension des enjeux du développement durable au sein des services via le plan de formation triennal : il pourra s'agir de sensibilisation (éco-gestes et bonnes pratiques) et de formations métiers (Comment inclure les enjeux techniques dans ses missions ?) ;</li> <li>- inclure les problématiques de développement durable dans les fiches de postes pour lesquelles des leviers liés à leur activité sont possibles, et dans le discours RH général (ex : présentation de GPSO lors des entretiens d'embauche ou lors de la matinée d'accueil des nouveaux arrivants) ;</li> <li>- créer un réseau de référents développement durable au sein des services ;</li> <li>- inclure le développement durable dans les évènements annuels internes (séminaire des cadres, assemblée générale...) ;</li> <li>- assurer la communication interne autour du Plan Climat et du futur réseau de référents développement durable (ex : articles dans le journal interne des agents, information au Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail (CHSCT)...).</li> </ul> <p>Certaines de ces propositions seront également adressées aux élus du territoire (communautaires et municipaux) ; des actions spécifiques pourront être adaptées pour ceux-ci.</p> |  |  |  |   |  |
| <b>Moyens</b>   |  |  |  |   |  |
| <b>Techniques :</b>   | * Formations ou séminaires<br>* Journal interne<br>* Instances RH<br>* Réseau des référents  | <b>Financiers (internes) :</b>   | Prestataire externe de formation : 10k€ /an                          |   |  |
| <b>Humains :</b>  | Assuré et coordonné par les services en place  | <b>Financiers (externes) :</b>   | -  |   |  |
| <b>Estimation des impacts attendus en termes de consommation d'énergie et d'émissions de GES</b>  |  |  |  |   |  |
| <b>Année de référence</b>   | 2015   | <b>Situation initiale :</b>  | Non quantifiable   |   |  |
| <b>Objectif en 2025</b>   | Atteindre 3% de réduction des émissions de GES par le biais d'éco-gestes   |  |  |   |  |
| <b>Indicateurs de suivi</b>   |  |  |  |   |  |
| Nombre d'agents formés aux enjeux du développement durable (objectif : 100% d'ici 2025)   | Nombre d'agents sensibilisés aux bonnes pratiques (objectif : 100% d'ici 2025)   | Nombre d'interventions réalisées par les services en interne   | Nombre de communications internes réalisées à destination des agents |   |  |
|   |  |  |  |   |  |
| <b>Mesures « ERC »</b>  |  |  |  |   |  |
| <b>Etapes de réalisation</b>  |  |  |  |   |  |
| <b>PLANIFIER</b><br>2021<br>Réflexion sur l'intégration du développement durable dans le plan de formation  |  | <b>AGIR</b><br>2021<br>* Intégration d'articles dans le journal interne<br>* Présentation en CHSCT<br>* Intégration d'enjeux développement durable dans les fiches de poste<br>* Actions de sensibilisation<br><br>2022<br>* Inclusion dans les évènements RH internes |  | <b>VERIFIER</b><br>A partir de 2021<br>Suivi des indicateurs                        |  |

**6.4 Observer et piloter financièrement le développement durable**

|                           |   |                    |  |
|---------------------------|---|--------------------|--|
| <b>Pilote(s)</b>          | Service Développement Durable   | <b>Cible</b>       | L'ensemble des activités et services assurés par la collectivité |
| <b>Co-pilote(s)</b>       | Direction des Finances<br>Référénts budgétaires de chaque direction                   | <b>Partenaires</b> | ADEME  |
| <b>Référence(s) PCAEM</b> | AT7 : Développer une ingénierie financière au service de la transition métropolitaine |                    |  |

**Descriptif**

La collectivité souhaite renforcer son attention quant à la ventilation de son budget et à l'utilisation de celui-ci dans une logique de développement durable de ses activités.

Ainsi, GPSO souhaite procéder à l'identification des dépenses liées au développement durable sur l'ensemble de ses services.

**Moyens**

|                     |   |                                |   |
|---------------------|---|--------------------------------|---|
| <b>Techniques :</b> | Outils de suivi analytique                    | <b>Financiers (internes) :</b> | - |
| <b>Humains :</b>    | Assuré et coordonné par les services en place | <b>Financiers (externes) :</b> | - |

**Estimation des impacts attendus en termes de consommation d'énergie et d'émissions de GES**

|                           |                  |                             |                  |
|---------------------------|------------------|-----------------------------|------------------|
| <b>Année de référence</b> | 2015             | <b>Situation initiale :</b> | Non quantifiable |
| <b>Objectif en 2025</b>   | Non quantifiable |                             |                  |

**Indicateurs de suivi**

|  |   |  |  |
|--|---|--|--|
| Dépenses liées à la mise en œuvre du PCAET (€) | Part du budget de GPSO ayant un impact favorable ou très favorable sur le climat (méthode I4CE) (%) |  |  |
|  |   |  |  |

**Mesures « ERC »**

|  |  |  |  |
|--|--|--|--|
|  |  |  |  |
|--|--|--|--|

**Etapas de réalisation**



